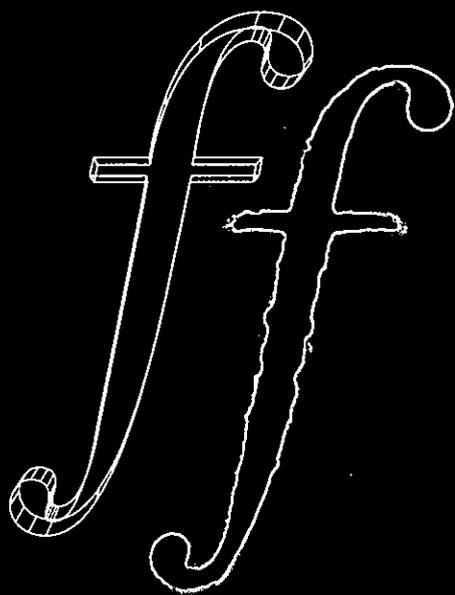


f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 34 10 €

A large, stylized, white outline of the letter 'f' on a black background. The letter is highly decorative, with a thick, rounded top that curls into a loop, and a long, vertical stem that also curves at the bottom. The overall style is reminiscent of a calligraphic or Art Deco font.

Face à la crise
UNE NOUVELLE
ÉCONOMIE
POLITIQUE

S o m m a i r e

France-Forum • n° 34 • Nouvelle série • Juin 2009

Éditorial	3
-----------------	---

Face à la crise **UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE**

Présentation du colloque Par Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris	4
---------------------------------------------------------------------------	---

SÉANCE DU MATIN

La situation catastrophique du « capitalisme spéculatif de marché » et les perspectives de la relance Obama Exposé de Max Peyrard	7
Les angoisses de la jeunesse Exposé de Florence Auriacombe	17
<i>Interventions dans le débat :</i>	
Charles Delamare, Paul Arnaud, Albert Kalaydjian, M. Hieaux, Jean-Paul Rigambert, François Deleuze ..	21
Les jeunes actifs face à la crise Exposé de Frédéric Monlouis-Félicité	30
Chômage structurel ou conjoncturel ? Exposé de Claude Vimont	40
<i>Interventions dans le débat :</i>	
Charles Delamare, Claude Blain, Jacques Mallet, Henri Catherin, Albert Kalaydjian, Jean-Paul Rigambert, Maurice Blin	47

DOSSIERS ET ÉTUDES

A l'aube d'une société internationale universelle par Mikhaïl Lebedev	57
Cinquante ans après Du Nationalisme à l'Humanisme par Etienne Borne	61

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall	63
-----------------------------------------------------------------	----

NOTES DE LECTURE

« Ionesco » d'André Le Gall par Jean-Marie Daillet	64
« 2029 ou comment j'ai traversé trois siècles en cent ans » de Jean Boissonnat par Jacques Mallet	66
« Abus de pouvoir » de François Bayrou par Jean-Pierre Prévost	67
« Léon Gambetta - La patrie et la République » de Jean-Marie Mateur par Albert Kalaydjian	69
« Napoléon III - L'Empereur du Peuple » de Raphaël Dargent par Albert Kalaydjian	71

Une nouvelle économie politique

" **L**a plus grave crise depuis 1929" répètent, d'un air navré, les augures qui n'avaient rien vu venir et qui ne perçoivent pas davantage aujourd'hui l'énorme vague sociale qui va déferler : après la crise financière, le désastre industriel et commercial en train de gonfler et demain la misère, avec ses conséquences humaines et politiques. Des millions de chômeurs aux Etats-Unis, en Espagne, en Allemagne, en France...

Personne n'évoque le « consensus de Washington », selon l'expression de John Williamson, pour définir la politique économique qui s'est mise en place autour de 1989. Elle fut inspirée par la pratique de Margaret Thatcher et suivie depuis avec acharnement, entêtement et arrogance par Reagan, Aznar, Schröder, Sarkozy, Vaclav Klaus, etc. Libéralisation des marchés financiers, privatisations, baisse de l'impôt direct, etc. C'était une doctrine, un plan concerté, appliqué sans hésitation, ni murmure. Résultat : aux Etats-Unis, 1% de la population possédait 20% du patrimoine national en 1980, aujourd'hui 40% !

Par ses excès ou par ses contradictions internes, ce modèle du capitalisme, que l'on appelle le « new-yorkais », se serait ridiculisé depuis deux ans, si l'on pouvait rire d'une catastrophe qui frappe et qui frappera plus fort encore des millions de familles. C'est pourquoi il ne s'agit plus d'une crise comme en 1929, mais d'une apocalypse ! De la destruction possible du tissu économique qui, à la différence de 1929, concerne le monde entier, toute l'espèce humaine. Ce n'est pas en tentant de noyer l'incendie sous un flot de dollars, comme on s'y essaie un peu partout que l'on réparera un mécanisme complètement dérégulé, même si on arrive à le remettre provisoirement en marche. Il faut changer de système. Dans ce but, celui qui évite l'autarcie nationaliste ou communiste, qui concilie la liberté des indi-

vidus et du commerce avec la promotion de la justice sociale, existe. C'est « l'économie sociale de marché ». L'évolution du monde, les acquis du développement enregistrés, c'est vrai, depuis 20 ans, imposent une refonte des théories et des pratiques de ce capitalisme à visage humain, appelé par Michel Albert, le « capitalisme rhénan ». Pour le salut du monde, il doit être remis à la page.

Définir une nouvelle économie politique, une NEP, tel était l'objet du **colloque tenu au Sénat, le 3 avril dernier**. Au milieu des multiples interrogations que suscite la crise, il s'agit, pour la première fois d'un appel à un autre système, à une autre doctrine que celle qui régit encore tous les plans de redressement. Ceux que les gouvernants balbutiants mettent en oeuvre en tâtonnant. Et qui se heurtent à une indifférence croissante.

Cette réflexion ne prétend pas régler les détails d'un redressement des comptes et d'une relance de la croissance ! Mais elle indique un autre chemin, celui que Lamennais, Jean-Paul II, Sangnier ou même Charles de Gaulle avaient entrevu et signalé à leurs successeurs.

L'abondance de la matière, la richesse des interventions des orateurs et des quelques deux cents participants au colloque nous amènent à **en publier le compte-rendu en deux livraisons de la revue. Vous avez sous les yeux la transcription des débats du matin**. Ils traitent des effets de la crise, des dégâts et des interrogations qu'elle provoque. La prochaine livraison, rendant compte des exposés de l'après-midi, donnera des indications sur les actions à mener pour reconstituer au sein de l'Union européenne, une entité regroupant énergies et volontés en vue de réorienter notre société, notre civilisation sur la voie de la justice et de la solidarité.

Le comité de rédaction

Une nouvelle économie politique

– Présentation du colloque –

par Yves POZZO di BORGO
Sénateur de Paris

Mesdames, Messieurs, mes chers amis, avant toute chose, je voudrais vous remercier d'être présents à l'ouverture de ce colloque, et vous remercier également d'y assister. Il faut dire que l'enjeu est de taille. L'équipe de France Forum, avec Charles Delamare, Catherine Bruno, va essayer de vous proposer d'entrevoir une solution durable au cataclysme qui bouleverse aujourd'hui l'économie mondiale.

Voici près de vingt mois que cette économie est entrée dans un cercle vicieux récessif déclenché par la crise des *subprimes* d'août 2007. D'ailleurs, un numéro de *France Forum* avait commencé à aborder ce problème bien avant tout le monde. Suite à ce premier choc, les débâcles financières se sont multipliées : fermeture par la BNP de ses fonds de placement impossibles à refinancer, cessation de paiement des deux principales institutions américaines de placement hypothécaire Fannie Mae and Freddy Mac et dépôt de bilan de Lehman Brothers qui a été le choc médiatique. C'est avec cette dernière faillite que la crise est devenue patente à la mi-septembre 2008, un an après le début de cette crise.

Depuis, les choses n'ont fait qu'empirer, malgré les efforts gouvernementaux. Les États-Unis ont donné une impression de déroute et leurs plans successifs, aussi énormes fussent-ils -je pense à Paulson - n'ont pas eu l'effet d'électrochoc escompté. Seule l'Europe, en se coordonnant, a pu obtenir un sursaut des marchés et démontrer sa capacité d'action économique globale, mais le politique, comme souvent d'ailleurs, a trop tardé à réagir et le cataclysme a pris une ampleur sans précédent. La perte de richesse mondiale, qu'elle soit boursière ou immobilière, est aujourd'hui évaluée à 25 000 Md\$.

En 2009, le monde devrait connaître une récession de 2% et la France de 4%. Le chômage, il suffit de voir les chiffres de février avec 80 000 chômeurs de plus, pourrait filer et atteindre les 10% de la population active, peut-être plus. Le pire est

peut-être à venir. C'est ce que l'on peut craindre en regardant outre-Atlantique General Motors et Ford qui sont en faillite. Les retraites de centaines de milliers d'Américains dépendant des fonds de pension, sont liées au sort de ces entreprises. Le déficit et l'endettement des pays développés atteignent des niveaux record ; ce que l'on vit actuellement est complètement fou. Plus que jamais le risque est systémique. Jamais l'économie mondiale n'a été aussi sensible aux risques de contagion, ce qui n'était pas le cas en 1929, car jamais l'économie mondiale n'a été aussi globalisée.

La crise, d'abord américaine, est devenue mondiale. La crise, d'abord seulement bancaire et encore, au départ, seulement circonscrite à un secteur bancaire minoritaire, est devenue financière, puis réelle. Si nous ne faisons rien, demain, elle sera sociale. Cela nécessite de constater que les fondamentaux sont viciés. Cette crise n'est pas un épiphénomène. C'est la faillite de tout un système, de tout un modèle d'économie, le néo-libéralisme. Ce que l'on appelle aussi le modèle « new-yorkais » a fait long feu, mais un autre modèle de capitalisme est possible. Ce modèle est connu, c'est celui de l'économie sociale de marché, celui du capitalisme rhénan, le modèle européen. Bien sûr, ce modèle doit être adapté aux réalités actuelles, c'est-à-dire à la mondialisation et à la nécessité, pour nous, d'agir à l'échelle de l'Union, mais, rénové, il constitue une alternative économique crédible.

L'Europe est porteuse d'espoir parce qu'elle peut incarner une alternative au modèle économique américain. Hier, s'est tenu le G20 et j'espère que, aujourd'hui, nous allons en parler. J'étais à Berlin, donc je n'ai pas lu la presse française, mais, lorsque je suis rentré hier soir, j'ai regardé les émissions de télévision et la communication sur le G20 est extraordinaire ! Tout est terminé, la crise est finie, le modèle « new-yorkais » n'existe plus, nous rentrons maintenant dans un cercle vertueux et les problèmes sont terminés ! Je crois qu'il faut être très prudent.

Ce qui est intéressant, c'est que cette réunion a lieu à l'initiative des Français, à l'initiative du Président Sarkozy qui, deux fois, a réagi de façon convaincante ; il a été le premier à réagir très rapidement sur la crise financière. C'est lui qui a eu l'idée du G20. Il est formidable que les Vingt pays les plus importants du monde se réunissent et, en plus, avec les pays émergents ; c'est fantastique, mais je crains que la communication autour de cela soit "cosmétique", il faudra regarder derrière tout cela. Même si une régulation financière internationale va avoir lieu, même si beaucoup de mesures ont été prises, le système américain reste toujours dans son principe un capitalisme new-yorkais très agressif et ce n'est pas du jour au lendemain qu'il va disparaître.

C'est donc pour porter ce message d'une alternative au modèle économique « new-yorkais » que *France Forum* a organisé ce colloque et je remercie Charles et Catherine. Cela fait de nombreuses années que notre revue et l'équipe qui y

travaille portent un regard critique sur l'évolution de la société, sur la manière dont l'argent contrôle progressivement tous les rouages. Notre revue avait donc naturellement vocation à organiser cette rencontre qui s'annonce d'une grande richesse, si on la juge par la qualité des intervenants qui se succéderont. Je tiens à les remercier, ainsi que tous ceux qui ont participé à l'organisation de ce colloque.

Merci encore à tous et, sans plus tarder, je cède la parole à **Max Peyrard, professeur émérite de Sciences de Gestion, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne**
(Applaudissements...)

La situation catastrophique du « capitalisme spéculatif de marché » et les perspectives de la relance Obama

Exposé de Max PEYRARD

Je vous remercie, Monsieur le Sénateur, de votre accueil et je remercie ceux qui se sont dérangés ce matin pour une conférence de plus sur les problèmes de finance et d'économie internationales et la mauvaise situation économique d'un certain nombre de pays, en particulier de grands pays.

La partie de l'ordre du jour dont je suis chargé porte essentiellement sur les États-Unis, et à la fois sur la situation catastrophique du « capitalisme spéculatif de marché » et je félicite Charles Delamare pour avoir inventé cette expression. Je parlerai un peu du « plan Obama », mais vous allez en avoir connaissance pendant cette semaine, donc vous serez mieux renseignés que moi qui ai parcouru rapidement dans le métro le journal de ce matin. Je vais essayer de vous rappeler la genèse de cette crise avec le minimum de chiffres. À l'occasion des discussions et des questions, il sera toujours possible de préciser certaines grandeurs, mais c'est un peu difficile par oral et, au-delà du million d'euros, je perds le sens de la réalité du nombre de zéros !

Les résultats du G20 sont encourageants, mais je partage tout à fait le point de vue de notre président. Un catalogue remarquable a été fait hier. Maintenant, avant de passer de la parole à l'action, à l'application, disons que, d'ici à cinq ans, environ la moitié du programme d'hier soir sera appliqué, ce qui serait déjà beaucoup pour ce type de réunion internationale. Comme le temps va s'écouler, certains problèmes vont s'atténuer et d'autres, au contraire, vont apparaître.

Je suis tout à fait d'accord pour proposer ce retour à une économie sociale de marché. J'ai été éduqué dans ce sens par mes maîtres de ce qui était à l'époque la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, donc je n'ai rien à objecter. Je suis bien d'accord que c'est meilleur que le système économique débridé des États-Unis.

Comment la crise américaine a-t-elle démarré ? Pour certains spécialistes au printemps 2006, mais pour la plupart d'entre nous un peu plus tard, en 2007. Il faut se souvenir qu'il y a des antécédents séquentiels, chronologiques.

D'abord, au risque d'enfoncer une porte largement ouverte, le raisonnement de certains "margoulines" américains, c'est que l'on peut pratiquer -rien ne l'interdit aux Etats-Unis - « le système de la pyramide » (ou « boule de neige ») qui est interdit dans la plupart des pays d'Europe occidentale : vous attirez quelqu'un en lui promettant 15 à 20% de taux d'intérêt sur son placement et vous les payez avec la souscription du suivant. Les Américains ont surnommé cela le système Ponzi, car c'est un Italo-Américain qui, dans les années 1920, avait procédé ainsi, en vendant de l'immobilier en Californie aux gens de Boston ou de New-York. Bien entendu cela "se casse la figure" le jour où il n'y a plus assez de nouveaux souscripteurs. Je croyais que c'était réservé aux pays en développement, le dernier cas s'étant produit dans l'armée zaïroise, il y a quelques années.

La « pyramide » s'est pratiquée au détriment des américains pauvres dans l'affaire des *subprimes* dans l'immobilier, et au détriment des riches, avec l'escroquerie de Madoff et de ses imitateurs. Je ne sais pas s'il est plus juste que les riches se soient appauvris, mais disons que le système se pratique facilement aux États-Unis.

Ce sur quoi je veux mettre l'accent c'est qu'il ne s'agit pas de dérégulation, mais tout simplement d'absence de réglementation dans le système financier des Etats-Unis. C'est aussi simple que cela. Il n'y a pas besoin de supprimer une réglementation : il n'y en a pas, donc tout est permis à l'imagination des banquiers et des financiers américains.

Chronologiquement, on peut faire remonter le soubassement de la crise aux crises asiatique, puis russe des années 1996 à 1999 pour couvrir une période un peu large. Pourquoi ? Parce que ces crises ont affolé les gouvernements des pays d'Asie du Sud-Est, puis ensuite le gouvernement russe, qui avaient accroché la valeur de leur monnaie à celle du dollar. Ces monnaies n'ayant pas pu suivre l'augmentation de la valeur du dollar, ces pays se sont trouvés dans une situation très délicate et ont eu pour réaction ultérieure d'accumuler des réserves monétaires en dollars, pour éviter de se retrouver dans une situation très mauvaise, comme cela avait été en particulier le cas de la Russie.

Il y avait un modèle, bien qu'il n'ait pas été beaucoup touché par la crise : le Japon, qui avait accumulé des réserves en dollars depuis longtemps. Évidemment, la Chine a accumulé, accumulé, accumulé des dollars (essentiellement en bons du trésor des Etats-Unis), si bien que, maintenant, les réserves chinoises sont deux fois plus importantes que les réserves japonaises. Mais n'oublions pas qu'elles sont en dollars. Chaque fois que le dollar baisse, on transpire à Pékin. Même si le risque d'une forte dévaluation du dollar est limité, c'est inquiétant pour un gouvernement de voir baisser la valeur des réserves en devises, et de plus, on perd la face ce qui est une catastrophe pour certains.

Je ne fais pas porter la responsabilité de la crise sur les non-Américains. En réalité, le système américain était en train de se pervertir. D'abord, les États-Unis - c'est très net depuis le début de ce siècle - pratiquent systématiquement une économie de l'endettement ; c'est-à-dire que l'on favorise excessivement le crédit et l'exemple du crédit immobilier est bien celui dont nous avons tous entendu parler. L'économie de l'endettement vient du laxisme de la politique monétaire. Le fameux « magicien » Alan Greenspan, Président, à l'époque, de la Banque fédérale de réserve, la Fed, (la Banque centrale américaine) est devenu maintenant un « sorcier » très critiqué, qui a fait amende honorable devant le Sénat américain, où il a reconnu qu'il s'était trompé.

En réalité, il y avait une bonne raison pour laquelle la Fed, avait lâché la bride au crédit : c'est pour résorber la bulle informatique qui a éclaté en 2000. L'un des moyens pour ne pas tomber, quand on est à bicyclette consiste à pédaler un peu plus vite pour se redresser. De même, cette création massive de monnaie, a fait repartir l'économie américaine, et l'économie mondiale par contrecoup. C'est ainsi qu'a été absorbé la crise des techniques informatiques et de communication du début de ce siècle.

Là-dessus, et cela prouve l'imagination des banquiers américains et peut-être aussi des chers collègues qui enseignent la finance dans les *business schools* américaines, (je serais curieux de savoir si le nombre de leurs étudiants a diminué ou pas depuis quelques mois) se sont greffés tous ces produits financiers dérivés dont on peut dire honnêtement que, si ceux qui les manipulaient savaient s'en servir, leur chef de service et leur directeur général ne devaient pas y comprendre grand-chose. Ensuite, les banquiers américains ont pratiqué la fameuse technique du pâté d'alouette où vous mettez une alouette et un cheval, et ont fait des émissions d'obligations titrisées en cascade. Comment se fait-il qu'ils aient pu vendre ces obligations qui représentent des emprunts immobiliers, mais aussi d'autres dettes ? Tout simplement parce qu'elles étaient coupées, en gros, en trois tranches : la première tranche, la meilleure offrait 6% d'intérêt et se vendait bien. Pour la deuxième, il fallait proposer 10 à 12% d'intérêt, et pour la troisième (les *subprimes*), de 20 à 30%. Ne pleurons pas trop sur ceux qui ont perdu sur les *subprimes*, car ils ont gagné une année d'intérêts à 20% et n'ont donc perdu que 80% au total, si l'on considère qu'ils ont perdu 100% du capital, mais ont gagné 20% d'intérêts !

Quoi qu'il en soit, cette « économie de l'endettement » des États-Unis a provoqué un gonflement considérable des moyens de paiement et a conduit à une bulle financière énorme.

Il y a un point sur lequel j'attire votre attention : il y a eu une seule déréglementation, et ce en 1999 sous la présidence, de Bill Clinton. A été abrogé une loi de 1933, le Glass-Steagall Act votée sous la Présidence de Franklin Roosevelt, qui

interdisait qu'une banque américaine soit à la fois commerciale et d'investissement. Personnellement, je crois que cela n'a aucune importance, car toutes les banques européennes pratiquent depuis longtemps cette double activité, en tant que banques universelles, et elles ne se sont pas tombées pour autant dans les excès de leurs consœurs américaines. Elles peuvent avoir des pertes dans le domaine de l'investissement, comme on le constate depuis un an ou deux, mais ce n'est pas une catastrophe, donc le rétablissement d'une réglementation comme le Glass-Steagall Act ne me paraît pas quelque chose de fondamental.

La bulle financière considérable commence à se manifester ouvertement en 2007 avec la fameuse crise des *subprimes*. Elle provient de ce que l'on a consenti des crédits immobiliers à des personnes dont on savait pertinemment qu'elles ne pourraient pas les rembourser, sauf à vendre leur maison. Le mécanisme était le suivant : proposer un crédit de 500.000 dollars pour acheter une belle maison, à des personnes pauvres, comme des travailleurs mexicains émigrés, plus ou moins en règle et qui ramassent des salades en Californie. On leur a fait miroiter que dans deux ans, la maison vaudrait 600.000 dollars, et que, même s'ils ne pouvaient pas rembourser le crédit, ils gagneront 100.000 dollars en revendant leur maison. Tout cela s'est fait grâce à une combinaison de démarcheurs financiers qui ne sont pas des banquiers, mais tout simplement des agents immobiliers ; ils trouvaient les clients, puis se tournaient vers une petite banque qui fournissait les crédits. Les petites banques réunissaient 1 000 crédits immobiliers et en faisaient un paquet (titrisation), puis les revendaient à une banque plus importante en leur offrant des taux élevés et cela pouvait monter jusqu'aux organismes de garantie hypothécaire cités précédemment par M. le Sénateur. Pour résumer brutalement le phénomène, la crise des *subprimes*, est une arnaque au détriment des pauvres.

Une fois la panique bien lancée dans les banques américaines qui n'arrivaient pas à se faire rembourser les crédits qu'elles avaient consentis, on s'est retrouvé dans la situation inverse de celle dont je parlais il y a quelques minutes : ce n'était plus une inondation de crédits comme deux ou trois ans auparavant, mais, au contraire, c'était le fameux crédit *crunch*, c'est-à-dire le manque de liquidités qui a touché aussi bien les ménages, pour les achats de voiture ou de maison, que les entreprises qui avaient besoin de financements. Cela s'est passé sous la présidence de George W. Bush et un premier plan de sauvetage a été organisé par le secrétaire au Trésor, c'est-à-dire le ministre des finances américain, M. Paulson.

La Fed avait augmenté fortement ses taux d'intérêt pour essayer de calmer le jeu au moment où la bulle financière s'organisait et se développait. Pendant la crise des *subprimes*, avec le manque de crédit, les banques ne se font plus confiance, donc ne se prêtent plus entre elles, ni aux particuliers ni aux entreprises, la Fed fait « machi-

ne arrière » et a brutalement, en quelques mois, baissé fortement ses taux d'intérêt, mais cela n'a pas suffi pour relancer l'économie. Plus récemment elle a décidé de créer des liquidités, ce qui, maintenant, est devenue banal, puisque toutes les banques centrales le font depuis un an et demi.

Si l'on raisonne en comptable, la Fed est virtuellement en faillite, car son capital a été à peine augmenté pendant que le bilan était cinq fois plus important qu'il y a deux ans. En France, on appelait autrefois cela faire « marcher la planche à billets », ce qui était souvent le cas. Techniquement parlant ce n'est pas l'impression de billets qui compte, mais les ouvertures excessives de crédit par la Fed pour fournir des liquidités aux banques.

Ces injections de liquidités n'ont pas empêché l'effondrement en un an ou un an et demi des différentes bourses. Actuellement, on est à 40 ou 50% de baisse de la plupart des bourses des pays occidentaux et émergents. A ce sujet, tant que la perte de la valeur boursière reste virtuelle, ce n'est pas catastrophique. Mais dans le système social américain peu de personnes ont des retraites garanties et ce sont des fonds de pension qui ont leur capital en bourse. Donc si un fonds de pension voit baisser de 30% la valeur de ses actifs, même si c'est sur les écrans électroniques des bourses, cela fait quand même très peur. De ce fait, un certain nombre de citoyens américains réduisent leur consommation, repoussent l'achat d'automobiles, très important dans ce pays, et se retirent du marché immobilier. Il en est de même du côté des entreprises qui, se rendant compte que la consommation baisse, ne vont pas réaliser de nouveaux investissements que, de toute façon, elles auraient beaucoup de mal à faire financer par les banques.

Du ralentissement de l'économie, avec toujours avec une petite croissance positive en 2007 ou au premier semestre ou, parfois, jusqu'au troisième trimestre 2008, on est arrivé à la récession en 2009, c'est-à-dire à la diminution de la production, ou Produit intérieur brut (PIB).

Parallèlement, le commerce mondial baisse très fortement. Si l'on prend l'exemple du commerce entre la Chine et les pays voisins et les États-Unis, les Américains réduisant leur consommation, les importateurs américains achètent moins et, de ce fait, la crise se répercute sur la Chine et les autres pays asiatiques qui sont les grands fournisseurs des États-Unis. Après une hausse spectaculaire des matières premières, leur cours s'effondre, y compris celui du pétrole, un peu plus tard que les autres, mais sur lequel il y avait une spéculation importante, puisque 25 à 40% de hausse du pétrole était dû à la spéculation et ne correspondait pas à l'équilibre entre la production et la consommation.

Actuellement, plusieurs pays se trouvent dans une situation assez catastrophique sur le plan financier et on voit resurgir le FMI (Fonds monétaire international). Il y a trois ans, le FMI était en cessation d'activité. Il n'avait plus de prêts à faire et, comme c'est sur les prêts qu'il prend le petit pourcentage qui lui permet de fonctionner, il n'avait plus de ressources nouvelles et a été obligé de licencier du personnel. C'est pourquoi, parmi les décisions prises hier au G20 de Londres, le triplement des ressources du FMI est un acte non négligeable, d'autant plus que ses prêts peuvent être mis en place très rapidement et servir à combattre la crise financière. En plus du malade chronique, je veux parler de la Turquie, d'autres pays se trouvent en situation difficile, notamment plusieurs nouveaux pays membres de l'Union européenne.

Le nouveau Président américain prépare un second plan de relance de l'économie américaine qui prend une ampleur assez importante, mais qui fait craindre une forte poussée d'inflation lors de la reprise économique dans un ou deux ans. Cela a été une des inquiétudes soulevées à la réunion du G20. Beaucoup d'économistes considèrent que c'est une relance de type keynésien, en faisant savamment allusion à Keynes et à ses préconisations dans les années 1930 pour faire repartir l'activité en Grande-Bretagne. Mais, bien avant Keynes, Franklin Roosevelt avait déjà fait ce type de relance par des grands travaux. Actuellement, il s'agit essentiellement d'inonder les États-Unis de crédits pour provoquer la reprise économique. Mais on sait que cela ne sert à rien d'amener le cheval à l'abreuvoir s'il ne veut pas boire. Les entreprises ne veulent pas investir, les banques ne prêtent plus et on se trouve dans une situation assez délicate qui semble un peu bouger maintenant.

Si les Américains réduisent leurs achats d'automobiles, il faudra fermer les usines d'automobiles. Les capacités de production de l'industrie automobile, aux États-Unis ou en Europe, sont très largement supérieures à la consommation. Elles étaient déjà supérieures avant la crise, mais, maintenant, aux États-Unis, il y a peut-être 40% de capacité de production en excédent.

On peut supprimer General Motors et Chrysler, il y restera encore assez de production d'automobiles et elles seraient moins polluantes. Pendant le déclin, ils n'ont pas compris l'évolution future, c'est-à-dire que les constructeurs traditionnels des États-Unis, les *big three*, le troisième étant Ford, ont continué à fabriquer des grosses voitures polluantes, alors que les Japonais, comme Nissan ou Honda, ont réalisé des voitures plus économiques et moins polluantes, vers lesquelles se tournent les Américains qui continuent à acheter les automobiles. Il faut se poser la question de savoir s'il faut sauver ces deux groupes automobiles américains, même s'ils sont historiquement importants et très symboliques de la vie américaine. Déjà pour Chrysler, c'est la fin, il restera peut-être quelques marques, mais c'est tout. Il

ne faut pas en déduire qu'il faudra fermer toutes les usines, puisqu'une partie sera rachetée par les concurrents. L'automobile est le secteur le plus sensible, mais cela peut arriver dans quelques autres branches d'activité.

Reste le problème absolument lancinant des banques. Que faire pour que les banques américaines se remettent à fonctionner, alors qu'un certain nombre ont été à moitié nationalisées et que l'une a disparu et a été le signal d'alerte de la gravité de la crise ? Il faut les débarrasser de ce que l'on appelle les actifs toxiques, c'est-à-dire les crédits qu'elles ont consentis, les prêts qu'elles ont faits et qui n'ont quasiment plus de valeur. On ne sait pas exactement s'ils valent encore quelque chose, en effet, car même si une maison représente une certaine valeur - 500.000 dollars avec l'exemple de tout à l'heure - combien vaut-elle maintenant, s'il y en a vingt-cinq dans la rue qui sont également toutes à vendre ? C'est l'accumulation des maisons *for sale* qui fait que l'on ne sait plus quelle est la valeur d'un bien et encore moins la valeur d'un titre qui le représente.

L'actuel Secrétaire au Trésor (ministre des finances des Etats-Unis), a trouvé un "truc" : associer le financement public et le financement privé pour essayer de racheter les titres toxiques décotés. Les crédits irrécupérables sont mis dans une structure de défaisance, appelée *bad bank*, une mauvaise banque. Cela a déjà été fait pour le Crédit Lyonnais, ce qui, sur dix ans, a permis de récupérer progressivement une partie de la valeur des actifs concernés. D'un point de vue économique, cela n'a pas beaucoup de sens parce que, compte tenu du fait que le financement sera à 90% public, cela n'a pas grand-chose à voir avec un véritable prix de marché. Le privé va financer 10% du rachat des actifs toxiques. Peut-être certains actifs vont reprendre un peu de valeur, 20, 30 ou 40 %, et ce sera cela que le contribuable américain aura à payer en moins.

Comme tout cela ne suffit pas pour rendre sa liquidité au système financier américain, la dernière mesure prise est la suivante : la FED a décidé depuis quelques jours, de financer les entreprises en leur rachetant les bons du Trésor qu'elles possèdent pour leur accorder des liquidités. C'est cette fois une super planche à billets ! Mais dans la situation où se trouve bloquée l'économie américaine, pourquoi pas ?

L'obsession des Américains, c'est la crise de 1929 ; il ne faut surtout pas retomber dans une telle situation ; alors que l'obsession des Européens, en particulier des Allemands, c'est l'obsession de l'inflation. C'est pourquoi les mesures préconisées et rassemblées hier au G20 ne sont pas du tout les mêmes. Les deux se complètent, mais, pour les Américains, il faut avant tout relancer l'économie et, pour les Européens, il faut également éviter l'inflation. Rappelez-vous l'inflation des années 1920 en Allemagne et ses conséquences politiques : l'élection d'un chancelier qui s'appelait Adolf Hitler.

En conséquence, on est maintenant au début d'une nouvelle étape de la relance de l'économie américaine et, vue la quantité de liquidités déversée, cela devrait être efficace. Effectivement, en laissant de côté la hausse des bourses depuis hier soir, quelques petits frémissements peuvent faire penser que l'on observe un ralentissement de la crise même si on n'est pas vraiment atteint le fond du creux, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Mais il est vraisemblable que la reprise se fera lentement et par à-coups.

Les licenciements massifs aux États-Unis, un peu moins en Europe, ce qui est tragique sur le plan social, ont été effectués beaucoup plus rapidement que d'habitude. Les entreprises frappées par la crise se sont débarrassées de leur excédent de force de travail et, en même temps, de leurs stocks de produits, plus rapidement que dans d'autres situations analogues. Il y a toujours une reprise des achats au printemps, quelle que soit la situation économique, et il sera nécessaire de se remettre à produire mais ce ne sera probablement pas le retour à la croissance économique d'avant la crise. De même qu'il y a eu une baisse de la consommation depuis l'été 2008, il va y avoir une reprise technique, un peu comme à la bourse, c'est-à-dire que, pendant quelques semaines ou mois, les entreprises vont vendre sans atteindre les quantités qu'elles réalisaient avant. On n'est pas sûr que cela se prolonge jusqu'à la fin de l'année et ce sera très variable selon les pays et les secteurs. On n'aura pas une reprise globale de l'ensemble du monde occidental et même des pays émergents cette année, mais on aura des reprises limitées dans le temps ou dans l'espace, c'est-à-dire selon les pays et les secteurs.

Pour terminer par un mot sur ce qui s'est passé hier, on peut être satisfait, même s'il a fallu prolonger un peu les réunions, car on a réussi à mettre dans le catalogue du G20 de Londres à peu près tout ce que les uns ou les autres proposaient. Comme vous l'a déjà dit le président de notre séance, on a réussi à amalgamer le point de vue anglo-saxon, américain et anglais, et le point de vue de l'Europe continentale avec la France et l'Allemagne, avec une pression très forte du Président français, pour prendre un certain nombre de projets de décision importants. C'est quand même un signe intéressant que les politiques se soient mobilisés, et reprennent ou essaient de reprendre la barre par rapport aux financiers et aux spéculateurs. C'est important et il ne faut pas sous-estimer cela avec notre traditionnel esprit critique français où l'on a un peu trop tendance à critiquer systématiquement les hommes politiques, ce qui ne nous empêche pas de les réélire.

Yves POZZO DI BORGIO - Heureusement !

Max PEYRARD - Je veux dire par là que l'on est souvent un peu pessimiste en France. Par ce retour à la politique, et cela rejoint ce que M. le Sénateur disait tout à l'heure, il ne s'agit pas de reconstruire le capitalisme à partir de zéro. Il s'agit de

corriger sérieusement les excès de certaines formes de capitalisme. Quant au catalogue qui a été dressé hier, il faudra environ cinq ans pour que la moitié ou les deux-tiers des mesures préconisées soient appliquées, mais c'est loin d'être négligeable. Peut-être y aura-t-il un effet « boule de neige » sur la croissance. Un certain nombre de nos charmants voisins vont peut-être assouplir un peu leur secret bancaire. Là aussi, il faut faire attention, les paradis fiscaux, c'est un fantasme français. On ne peut quand même pas obliger tous les pays en Europe à avoir le même taux d'impôt sur le revenu ou de TVA, car cela provient de circonstances historiques et de situations économiques et sociales différentes.

Si les impôts sont moins élevés en Suisse, tant mieux pour eux. Le problème est qu'il faut qu'il y ait des transferts d'informations fiscales suffisantes pour éviter et sanctionner les cas d'irrégularité, de fraude ou de blanchiment d'argent.

Nous avons "du pain sur la planche" pendant cinq ans. On reparlera de toute cette liste de décisions. La réunion du G20, c'est comme les Conseil européens, réunions des 27 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne. Ils ne font pas la loi, ils tracent des lignes directrices et élaborent des projets de décision. Ces directives ne vont pas être interprétées ni formulées de la même façon à Washington et à Bruxelles, mais disons qu'un élan est quand même donné. Ne soyons pas naïfs, tout ne sera pas parfaitement réalisé dans les six mois, même si, hier, les chefs d'État nous ont promis que certaines mesures s'appliqueraient avant la fin de l'année.

De toute façon, ces dispositions doivent être étudiées avec précaution. Certains estiment que, si les banques américaines ont fauté, c'est parce que l'on avait essayé de trop les réglementer, ce qui les aurait incitées à contourner la réglementation. Il faut donc établir des règles mais il ne faut peut-être pas exagérer non plus certaines formes de réglementations, comme on aurait tendance à le croire en Français cartésiens et bien carrés.

Je vous remercie de votre attention et je reste à votre disposition si vous avez des questions.

(Applaudissements...)

Yves POZZO di BORGIO – Monsieur le Professeur, merci. C'est agréable, c'est clair.

De temps en temps, si le Parlement vous invite, vous pourriez expliquer aux parlementaires des choses qu'ils essayent de comprendre. Comme je suis également président de groupe, je suis obligé de partir présider la séance de mon groupe au Conseil de Paris et je vais laisser la présidence à Charles Delamare.

France Forum a été créé il y a cinquante ans dans le but de faire en sorte que l'ensemble des démocrates en France puisse s'exprimer. Il a été créé par Jean Lecanuet et beaucoup de participants et d'acteurs de la vie politique ont travaillé et écrit dans cette revue qui continue grâce à l'équipe en place.

Charles DELAMARE – Je donne la parole à **Florence Auriacombe, proviseure adjointe au lycée Henri Poincaré de Palaiseau**, qui va nous parler des réactions des jeunes à la crise.

A lire...

Géopolitique Africaine (revue trimestrielle) n°32 – Octobre décembre 2008

La crise financière mondiale et l'Afrique

Christian de Boissieu

La crise et l'Afrique

Guy Feuer

La crise : premiers enseignements

Clément Mouamba

Leçons pour une politique économique alternative

Charles Delamare

La crise : vers une nouvelle civilisation mondiale

Elie Phambu Ngoma-Binda

La crise, révélatrice d'un besoin d'éthique

Rufin Willy Mantsie

Crise financière et paradoxe libéral

Pierre Leconte

De la crise financière puis économique à la crise monétaire et à l'hyperinflation

James Pavel Ngalebaye

La crise : les causes profondes

Yves-Marie Laulan

La crise : et après ?

Serge Ikiemy

L'impact de la crise sur le système bancaire

Sylvestre Ossiala

Crise et contre-choc pétrolier

Kaba Mbouala

Volatilité des cours des matières premières et politiques budgétaires : le cas du Congo

Pierre Pascallon

Il faut un véritable Bretton Woods II

Les angoisses de la jeunesse

Exposé de Florence AURIACOMBE

Mesdames et Messieurs, Monsieur le Sénateur, chers amis, bonjour. Après le brillant exposé de Max Peyrard qui vient de démonter les rouages du capitalisme de marché, le moment est venu de s'interroger non seulement sur les conséquences de la crise actuelle sur le moral des jeunes, mais aussi sur les effets dévastateurs de la perte de confiance qui les envahit. En tant que proviseure adjointe d'un lycée de plus de 800 élèves, j'en constate au quotidien les effets sur les jeunes de ce pays : jeunes lycéens, jeunes assistants d'éducation, jeunes professeurs ou jeunes personnels administratifs.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Trente Glorieuses avaient apporté une relative sérénité, malgré de violents soubresauts : crise de Cuba, guerre du Vietnam, événements de mai, premier choc pétrolier, autant de crises qu'il avait fallu surmonter mais la situation de la jeunesse était bien différente elle s'impliquait et s'engageait.

Depuis la fin des années 1970, il n'en est plus de même. Les crises ne cessent de se multiplier. Avec la mondialisation des échanges, les ondes de choc se propagent à la vitesse de l'éclair sur toute la planète : chocs pétroliers, guerre du Golfe, conflits inter-ethniques, chute du mur de Berlin, attentats du 11 septembre, conflits israélo-palestiniens, montée des intégrismes, le bilan est lourd pour les jeunes d'aujourd'hui.

En quelque trente ans, le monde s'est considérablement métamorphosé. Contrairement à ce qui était attendu, la pauvreté s'est accrue. Aujourd'hui, plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim. Tous ces bouleversements demandent réflexion pour être analysés, compris et maîtrisés.

Max Peyrard nous en a donné l'exemple avec un souci pédagogique éminent. C'est bien là sa qualité de professeur émérite.

C'est aussi là que le bât blesse. Face à l'ampleur, à la fréquence, à la complexité des crises, l'éducation des jeunes aurait dû se focaliser prioritairement sur leur explication, afin qu'ils ne perdent pas pied. Au lieu de cela, l'économie et la finance sont devenues des chasses gardées pour spécialistes, le commun des mortels devant se contenter d'en subir les conséquences. Mondialisation, libre-échange, dérégulation,

spéculation galopante, en dehors de ces quatre credo, point de salut. Le sens critique n'est plus convié et les médias ne le relayent plus. L'idéologie dominante règne en maître. Même si l'on n'est pas sérieux quand on a 17 ans, comme l'écrivait Rimbaud, les bouffées d'angoisse se font de plus en plus insistantes quand l'espoir est battu en brèche. Elles peuvent être diffuses, voire inconscientes et refoulées. D'ailleurs, dans un sondage récent, *CSA/Le Parisien*, les trois-quarts des 15/19 ans interviewés se déclaraient plutôt optimistes, mais quand on leur demandait quel était, pour eux, le meilleur moment de la journée, ils répondaient massivement : "Le soir, quand on se met sous la couette."

Les jeunes ont su trouver des palliatifs. Repli sur soi. Ils se sont repliés sur leur sphère privée. Avec les avancées technologiques, ils se sont réfugiés, vous le savez bien, dans des bulles internautiques. Ils surfent sur le Net et ne se déplacent plus sans baladeur, écouteur ou portable, quitte à téléphoner via un satellite à leur voisin de palier. Ils vivent de plus en plus dans leur monde, loin de celui de leurs aînés. Ils ont une fâcheuse tendance à s'isoler du bruit que fait le monde autour d'eux. Interrogeons-nous sur une telle fuite !

C'est dans ce manque de communication avec les adultes, parents ou pédagogues, que s'ancrent les conduites à risques, l'augmentation des conduites suicidaires ou addictives. Je ne vais pas développer, mais vous savez très bien que, de plus en plus, elles sont massivement préoccupantes. Autant de symptômes d'un mal-être, d'une angoisse existentielle et d'une soif de savoir inassouvie. Même s'ils n'y sont pour rien, si ce n'est pas leur faute - c'est ce qu'ils disent, c'est ce qu'ils répètent : "Ce n'est pas ma faute !" - les jeunes se retrouvent dans trois postures fortement déstabilisantes :

- Spectateurs impuissants, puisqu'ils ne sont pas encore aux commandes et ne détiennent ni les pouvoirs économiques ni les pouvoirs politiques.

- Victimes collatérales, car ils font déjà les frais de la précarisation de l'emploi, de la pénurie de logements, d'un avenir incertain, de la flexibilité ; ne dit-on pas qu'ils devront vraisemblablement changer une dizaine de fois de métier et de lieu de travail dans leur vie ?

- Acteurs en herbe, ils participent ponctuellement à des mouvements de contestation ou de rébellion, révolte des banlieues ou, plus récemment, opposition à la réforme des lycées, des universités et à la formation des maîtres. Pourquoi autant d'opposition ?

La plupart de ces jeunes sont lycéens, étudiants ou jeunes salariés, nés en 1985 pour les plus âgés et en 1994 pour les plus jeunes. Ces 15/24 ans représentent 13% de la population française, soit environ 7,6 millions. Parmi ces jeunes, on distingue deux tranches d'âge : les 15/19 ans, lycéens pour la plupart : 3,9 millions, et les 20/24 ans, dont une grande majorité d'étudiants : 3,7 millions.

Parmi les 15/24 ans, 67% sont en cours d'études, 13% travaillent à temps plein, à temps partiel, ou en intérim 20% sont au chômage. Pour les plus vieux, la tranche d'âge supérieure, les 25/29 ans, plus de 4 millions, j'ai constaté à mon grand étonnement, qu'ils ne sont que 21% à être diplômés BAC+2 et plus. Autrement dit, après avoir voulu que 80% d'une classe d'âge soit admis au Baccalauréat, se pose aujourd'hui un problème : que fait-on des post-BAC ? Que fait l'université ?

Pour revenir aux 15/24 ans et tenter d'identifier les facteurs d'inquiétude auxquels ils sont soumis, prenons un peu de recul, même beaucoup de recul !

Revenons au Siècle des Lumières, 1759, cela vous dit-il quelque chose ? Après la guerre de Sept Ans et le séisme de Lisbonne, Voltaire mettait en scène l'imposture d'un maître à penser, le Leibnizien Pangloss qui prétendait - la phrase est célèbre - que "tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles." C'est au gré de ses malheureuses périgrinations que Candide fit l'amère expérience du contraire !

Deux siècles et demi plus tard, les jeunes se retrouvent confrontés à une situation aussi désespérante et se doivent de trouver leur chemin sans qu'on leur ait appris à cultiver leur jardin, aujourd'hui planétaire. On est en droit, si ce n'est en devoir, de s'interroger. En ce début de XXI^{ème} siècle, face à la plus grande crise que le monde ait connue depuis 1929, comment ces jeunes pourraient-ils avoir confiance en leur avenir ? Ce n'est pas en lisant le magazine *Challenges* qui, à propos du G20, titrait : "Vont-ils sauver le capitalisme ?" La question fait choc. Et s'ils n'y arrivaient pas ?

La question est posée, mais est-ce la bonne question ? S'agit-il de sauver le capitalisme ou de le réformer ? Ce n'est pas le capitalisme qu'il faut moraliser, ce sont les acteurs du système. Le système, lui, est à réguler. Comment les jeunes peuvent-ils faire confiance à leurs aînés ? Ceux qui ont laissé faire et qui n'imaginaient de salut que dans la mondialisation et la dérégulation ? Ceux qui sont responsables, mais jamais coupables et qui resteront impunis, sauf à faire tomber quelques têtes à titre symbolique ? Le pauvre Madoff ! À quelles valeurs les jeunes peuvent-ils encore se référer, si l'injustice, l'impunité, la cupidité, l'ostentation règnent en maître ? "Si l'on n'a pas de Rolex à 50 ans, c'est que l'on a raté sa vie !" Propos d'un grand communicant, paraît-il ! Quelle indécence au regard de 8 millions de Français qui vivent en-deçà du seuil de pauvreté et des plus de 20 millions qui vivent avec moins de 1 500€ par mois ! Une bagatelle pour nantis de parachutes dorés.

"Il ne faut pas désespérer Billancourt" disait Jean-Paul Sartre aux ouvriers de Renault en mai 1968. Il ne faut pas désespérer les jeunes, devrait-on proclamer aujourd'hui.

Que faire ? Ce "que faire" qui revient avec insistance. Comment rétablir la confiance ? Qui sont ces adultes qui n'ont su ni prévoir ni prévenir une crise tellement prévisible que chacun la pressentait ? Qui sont-ils pour avoir été à ce point sourds, alors que certains économistes, Prix Nobel ou pas, s'étaient donné la peine de tirer le signal d'alarme ? Je salue au passage Maurice Allais.

Qui sont ces aînés censés leur apprendre à penser et à se comporter en citoyens responsables ? C'est l'exigence que j'ai au quotidien auprès de tous les jeunes de mon établissement, mais quelle crédibilité avons-nous aujourd'hui ? Attention aux beaux parleurs qui guettent, tapis dans l'ombre et qui, sur fond de désespérance, sont capables d'haranguer les foules et de les faire basculer dans le fascisme, le totalitarisme ou l'intégrisme !

Redonner de l'espoir aux jeunes ne se fera pas sans une mobilisation générale. Il est urgent de redonner du sens à leur existence. Sans appeler de mes vœux un nouvel existentialisme, quoi que... Il conviendrait de prendre conscience de la responsabilité que nous avons à rendre le monde plus vivable et plus intelligible. L'obscurantisme est mauvais conseiller. À la différence d'un tremblement de terre, la crise actuelle n'est pas une catastrophe naturelle. Il s'agit bien d'une production purement humaine et, à ce titre, nous pouvons nous donner les moyens de la juguler. Il s'agit là d'une véritable révolution copernicienne. Les crises ne sont pas inéluctables, elles sont prévisibles et il nous incombe de trouver des remèdes sans attendre. Le mal-être de la jeunesse vient de ce constat d'impuissance et d'inconséquence de leurs aînés.

Qu'est devenu l'espoir d'un monde meilleur dans les pays développés où le « descenseur » social est en marche et la paupérisation de millions d'individus en cours ? Il n'en va pas mieux dans les pays en développement qui voient le développement de la malnutrition, des pandémies, des génocides.

Il est plus qu'urgent de réagir et vous le savez bien. Pour n'être pas des Pangloss, soyons des acteurs du changement et de l'espoir rendu aux jeunes, à ceux qui vont bâtir ou rebâtir le monde de demain, mais sur quelles bases ? Il conviendrait de se reposer la question d'une véritable éducation populaire où l'on enseignerait non seulement les fondamentaux mais où la culture générale serait le fondement d'une véritable ouverture sur le monde qui rendrait tous les jeunes, et non pas seulement les élites des grandes écoles, aptes à appréhender les phénomènes politiques, économiques et sociaux afin d'en faire de véritables acteurs de leur devenir et non pas des spectateurs interloqués.

Ce colloque est bien la preuve qu'une telle mobilisation existe. Je voudrais saluer cordialement Charles Delamare qui a œuvré pour l'organiser. Permettez-moi, après ce plaidoyer pour la jeunesse, de conclure sur un trait d'humour.

Après l'*homo faber*, j'appelle de tous mes vœux l'*homo sapiens*, peut-être d'origine rhénane.

Merci. (*Applaudissements...*)

Charles DELAMARE - Merci beaucoup. Je crois que vous avez retrouvé le plan de l'humain après les chiffres très impressionnants que le Professeur Max Peyrard nous a donnés, et c'est le plus important. Vos responsabilités auprès de la jeunesse vous font saisir les problèmes actuels et, surtout, les problèmes de demain, car c'est cette jeunesse qui doit reconstruire ce que, de façon unanime, on considère comme un échec plus ou moins grave de tout l'ensemble économique, c'est-à-dire la vie active, la vie qui paraît importante, alors que le problème humain, du fait de l'ébullition constante des échanges, des crises financières, est oublié trop souvent.

Je vous remercie beaucoup d'avoir reposé le problème sur sa base véritable, celle de la vie de nos enfants, la vie de ceux qui feront le monde de demain. Ce sont eux qui permettront, si nous savons leur donner quelques indications sur ce que nous pensons pouvoir être fait de raisonnable, de sérieux, pour que le système ne s'écroule pas dans l'anarchie ou le fascisme, mais s'oriente vers une vraie solution.

Est-ce que vous souhaitez poser des questions au Professeur Peyrard ou à Madame Auriacombe ?

Paul ARNAUD - Je suis Docteur en droit. J'ai écouté avec intérêt vos commentaires sur la crise, mais, pour le juriste que je suis, c'est un peu une nébuleuse et cette crise est également une nébuleuse partagée dans certains cénacles politiques allemands. On ne sait pas de quoi il s'agit.

Vous parlez de la crise des *subprimes*, des hypothèques qui reposaient sur les maisons et vous parlez des constructeurs automobiles pour passer du niveau financier au niveau marchand, mais on ne sait pas trop... Des entreprises connaissent la déroute comme General Motors, Opel en Allemagne et Saab en Suède, mais on n'arrive pas à croire à ces phénomènes de comptabilités contrefaites ou de ces comptabilités délicates, où l'on n'arrive pas à payer les retraites. Il faut quand même savoir que les trois-quarts des propriétés de la ville de Detroit appartiennent à General Motors.

Quel message avez-vous à nous donner pour nous dire que l'on va concrètement arriver à maîtriser, à cantonner cette crise ?

Le Président Sarkozy parle d'une meilleure régulation, d'une refondation du capitalisme, mais, dans le Journal Suisse d'aujourd'hui, on dit qu'il faut plus de régula-

tion et ne pas s'arrêter là.

Va-t-on réussir à remobiliser un peu le préjudice que l'on crée ?

Max PEYRARD - Il y a deux types de réponse.

On peut faire une réponse que j'appellerai micro-économique, c'est-à-dire que les entreprises vraiment touchées par la crise avaient déjà beaucoup de problèmes, perdaient des parts de marché, étaient à peine bénéficiaires ou l'étaient peu, ou avaient d'anciens produits, comme c'est le cas des entreprises automobiles auxquelles nous faisons allusion aux États-Unis. Elles chutent à la moindre difficulté économique et a fortiori lorsque la crise est importante.

Comme vous êtes juriste, je peux formuler une autre réponse qui va vous paraître encore plus large que ce qui a pu être proposé hier à Londres. On a mondialisé une grande partie de l'économie, on a mondialisé une grande partie de la finance, mais on n'a pas mondialisé suffisamment le droit et c'est le problème de la régulation internationale.

Il y a eu une étape importante, c'est ce que nous faisons à 16 dans la zone euro ou à 27 dans l'Union européenne (par exemple les normes comptables). Il ne faut pas être trop naïf et penser que l'on va pouvoir avoir rapidement un droit mondial des affaires. Quelques principes fonctionnent, mais il va falloir probablement procéder par étapes, par secteurs, par régions, sur le plan de la régulation financière ou de la régulation des affaires, de la réglementation sociale et de la concurrence, dans les années à venir.

C'est un champ très vaste qui laisse beaucoup de place à ceux qui, parmi les jeunes de maintenant, se lanceront. Il y a encore beaucoup de travail à faire pour harmoniser au niveau européen comme au niveau mondial.

C'est un problème de qualification que Mme Auriacombe a bien soulevé, il y a de l'espoir, mais il faut changer de dimension. En Europe, on commence à changer, mais pas tout le monde. Aux États-Unis, c'est vraiment un nouveau tournant de pensée qu'il n'y a pas que les États-Unis qui régissent le monde. C'est un tournant intellectuel absolument incroyable pour eux.

Si le Président Obama arrive à réaliser au moins une partie de son programme, peut-être arrivera-t-il à faire prendre ce virage à la pensée politique et économique et sociale américaine.

Albert KALAYDJIAN - Je suis conseiller municipal à Saint-Ouen.

Ma question est pour Madame Auriacombe. Vous avez parlé tout à l'heure d'une jeunesse qui se repliait et se réfugiait dans une bulle Internet. Je voudrais témoigner de la jeunesse de ma ville qui est soumise à deux fléaux : il y a une déscolarisation importante et, malheureusement, il y a le fait qu'elle ne se replie pas seulement derrière une bulle Internet, mais que la question de l'addiction et du trafic de drogue se pose de manière très claire. Il y a quatre jours, au Conseil municipal de Saint-Ouen, nous avons évoqué un contrat local de sécurité et nous avons eu les statistiques suivantes : il y avait eu 172 interpellations pour faits de drogue en 2002 et 749 en 2008.

Nous sommes soumis, dans cette ville, à un double paradoxe : le lycée Blanqui fait un contrat d'association avec Sciences-Po et les meilleurs élèves du lycée vont aller à Sciences-Po malgré le *gap* culturel entre ce que l'on peut appréhender comme vie culturelle et comme enseignement culturel à Saint-Ouen et la réalité de Sciences-Po. D'un autre côté, nous avons énormément de jeunes qui, vers 13 ou 14 ans, alors que l'obligation scolaire est jusqu'à 16 ans, se déscolarisent petit à petit, s'absentent, désertent et se désespèrent.

Madame Auriacombe, quelles solutions peut-on imaginer pour ramener à l'école de la République les citoyens les plus faibles ?

Florence AURIACOMBE – Récemment, vous le savez, il a été décidé, dans le cadre du ministère de l'Éducation Nationale, d'embaucher à la rentrée prochaine des médiateurs Vie scolaire. Admettons qu'il y a une prise de conscience et qu'un effort va être fait pour essayer de faire en sorte que les élèves en voie de déscolarisation restent sur les bancs de l'école. Même si des mesures ponctuelles sont nécessaires et s'il ne faut pas tarder à les mettre en place, je pense que le fond du problème n'est pas là.

J'ai parfois le sentiment que l'on s'égare et j'ai le courage peut-être de l'exprimer ici, ne pourrait-on considérer que, si le contenu de ce que l'on apporte aux jeunes était différent, ils auraient peut-être plus d'appétence pour aller à l'école.

Je vais prendre un simple exemple : la déscolarisation des jeunes ne touche pas ceux, pour la plupart, qui étaient de bons élèves au collège et qui vont en seconde générale. La déscolarisation touche essentiellement ceux qui étaient les mauvais élèves, les rebus du collège et pour lesquels on n'a pas trouvé d'autre solution que le lycée professionnel dans lequel il y a quelques filières particulièrement attractives comme le BEP comptabilité ou secrétariat ! A des élèves qui ne savent pas correctement lire, écrire et compter, on ne propose rien d'autre que de devenir secrétaire ou comptable ! Tant que l'on continuera dans ce sens, on aura des élèves qui arriveront en lycée professionnel à reculons. Non seulement ils arrivent à reculons,

mais ils sont en échec depuis quatre ou cinq ans, la conséquence désastreuse de ce système : c'est qu'ils ne font plus confiance aux adultes responsables professeurs ou parents.

De même que, aujourd'hui, les économistes, les politiques se doivent de repenser tous les phénomènes qui avaient lieu jusqu'à présent et les conséquences qu'ils entraînent, je pense que c'est bien sûr aux parents, aux élus, aux membres de l'Éducation nationale de répondre aux premières questions que se posent les jeunes. Je pense qu'un jeune a besoin de comprendre le monde dans lequel il vit et, à partir du moment où on ne lui donne pas des clés d'analyse, il sera amené à rejeter tout en bloc, essentiellement cette frange de jeunes en voie de déscolarisation, mais également en voie de devenir asociaux. Vous avez bien posé le problème.

Il me semble que, en dehors des réformes préconisées à marche forcée, ce n'est pas forcément de la réforme du lycée repoussée in extremis dont il devrait être question, mais essentiellement des finalités de l'enseignement.

Qu'est-ce qu'un élève ? Qu'est-ce qu'un enseignant ? Qu'attendent des élèves d'un enseignant ? Pas seulement des savoirs, mais aussi une véritable ouverture sur le monde. Quand on ne comprend pas, on se désintéresse, on va ailleurs, on fuit, la drogue n'est pas loin, la désocialisation non plus.

Charles DELAMARE - Nous paraissions nous éloigner beaucoup des grands problèmes que pose la crise économique, mais, en réalité, nous retrouvons ses racines et ce sont les racines de la crise qu'il faut guérir ou essayer de guérir. Tout à l'heure, le Professeur Peyrard nous a dit que le « groupe des 20 » a sorti un catalogue de mesures impressionnant, mais ce n'est pas un programme de vie, ce n'est pas à partir d'un catalogue que l'on peut donner à ces jeunes les moyens d'espérer, leur donner des lignes d'action pour qu'ils puissent bâtir leur existence.

M. HIEAUX - Je suis ancien directeur de banque.

Je suis étonné que l'on n'ait pas vu venir cette crise. Autrefois, il y avait la bourse, les agents de change. C'était quand même des officiers ministériels. On a donné cela à des *traders* qui ont fait n'importe quoi en achetant, en vendant et "patatras".

Deuxième élément : la Banque de France. Qu'a fait la Banque de France ? Elle était quand même au centre de la finance. Je n'ose pas dire : que fait-elle actuellement ? Elle ne distribue plus de billets, il n'y a plus de compensation il n'y a plus rien. Elle occupe des bâtiments magnifiques dans chaque grande ville, mais quel est son rôle actuel ?

Max PEYRARD - La Banque de France a forcément vu son rôle changer ou, pour simplifier, diminuer, depuis la création de la Banque Centrale Européenne (BCE). Elle a un rôle important, essentiel et, en ce moment particulièrement : contrôler le système bancaire français, comme chacune de ses homologues le fait dans son pays. Ce côté contrôleur en chef des banques françaises, elle le fait à fond. En outre, elle est un remarquable centre d'études des questions bancaires et financières.

Elle joue toujours le même rôle dans la circulation de billets, mais les transports de fonds actuels ne nécessitent pas une telle densité d'agence, une par département. Comme certaines implantations de l'armée, elle apporte le pouvoir d'achat de ses salariés dans les préfectures. Quand on veut fermer une des agences de la Banque de France, vous entendez les cris des élus locaux et si M. le Sénateur était à côté de nous, il pourrait nous donner certainement des exemples.

Pourquoi n'a-t-on pas pu prévoir la crise ? Si, on a prévu. Le Fonds Monétaire International prévoit, mais il ne peut pas dire que la monnaie de tel pays va "se casser la figure", car cela déclenche encore plus rapidement la chute de cette monnaie.

Je peux vous assurer que, déjà en 1996, le Fonds Monétaire International avait très bien analysé ce qui allait se passer en Thaïlande et en Corée où ce n'était d'ailleurs pas la même chose ; en Corée, l'État était bien géré, mais les entreprises empruntaient à trois mois aux banques américaines pour investir à cinq ans en sur-capacités de production.

Le problème est là : dans le domaine financier - vous avez fait allusion au marché boursier - il peut y avoir des annonces auto-réalisatrices, c'est-à-dire qui aggravent le problème.

Hier, il n'a pas été fait allusion à la possibilité d'élargir le rôle du Fonds Monétaire International, car il effectue déjà ce travail d'étude et de prévision, pays par pays. Mais il ne peut pas proclamer que les États-Unis ou la Chine font fausse route. Aucun grand pays n'admet ce genre de critique sur son économie ou sa monnaie. Il n'y a qu'un cas dans une organisation internationale où un grand pays peut se voir traîner devant une sorte de tribunal, c'est l'Organisation Mondiale du Commerce et vous voyez les difficultés qu'elle a, en particulier quand c'est un grand pays, que ce soit les États-Unis, la Chine, la France ou l'Union européenne, qui est accusé de pratiques contraires au libre-échange mondialisé.

Vous avez raison dans vos inquiétudes, mais ce n'est pas si facile, car les nouvelles se répandent très vite et vous pouvez, en annonçant une difficulté, accélérer et agrandir l'expression de cette difficulté. C'est le problème du côté bancaire, si j'ai

bien compris, puisque je ne suis pas banquier moi-même. Dans les revues, il faut décrypter le style de la Banque de France, comme il faut décrypter celui de l'Institut National de Statistiques, mais, si vous lisez le bulletin de la Banque de France ou celui de la Banque Centrale Européenne, vous sentez bien que l'on est tout à fait conscient de telle ou telle difficulté, mais on ne peut pas intervenir directement, car cela aggraverait et accélérerait le problème.

Jean-Paul RIGAMBERT - Je suis juriste d'entreprise.

Ma question va être mixte. Elle a un petit préambule : science sans conscience n'est que ruine de l'âme, science financière sans conscience n'est que ruine tout court. Je pense que 1929 était une crise économique, mais que 2008 est une crise juridique. **Ce sera ma question à M. Max Peyrard.**

L'affaire dite Kerviel, 5 milliards d'euros perdus, oui, mais 50 milliards joués et, en plus, joués dans un jeu à somme nulle, si j'ai bien compris, c'est-à-dire entre les banques. Avec 50 milliards, on paye deux millions de personnes pendant un an.

Le vrai moteur de l'économie, ce n'est pas le besoin, c'est le besoin solvable et toute société a besoin de rêver. Ne faudrait-il pas rêver une nouvelle société pour motiver la société à la construire ?

Ma deuxième question s'adresse à Madame Florence Auriacombe. J'ai l'impression que notre système éducatif est de plus en plus un mode de sélection, alors qu'il devrait être un mode d'instruction et donner plus les moyens aux enfants de s'en sortir demain. Puisqu'il s'agit de construire, vous avez eu dans votre intervention une petite incidente et je voulais que vous la précisiez, car les métiers manuels sont extrêmement dévalorisés dans notre système classique.

J'ai un fils de 14 ans qui me dit qu'il veut être peintre décorateur et je regarde quelles en sont les modalités, mais je pense qu'il gagnera mieux sa vie que moi.

Max PEYRARD - Je partage votre analyse, aussi bien sur le plan éthique que sur le plan technique financière. Il est vrai que l'on s'est laissé aller un peu partout dans le monde à une certaine cupidité, le mot ayant été beaucoup employé à propos des banquiers américains. Ce ne sont pas toujours ceux qui ont fauté le plus qui sont punis et c'est le problème. Cette crise douloureuse confirme qu'il faut reprendre une voie plus raisonnable dans le système qui est le seul viable pour la croissance économique : le système libéral. Je n'aime pas le mot "capitalisme", car cela peut être du capitalisme d'État comme en Russie par exemple, donc ce n'est pas le terme tout à fait exact.

Nous devons établir et faire respecter des règles de même que vous ne pouvez pas imaginer un match sportif sans un arbitre et des règles. Le problème est qu'il va être compliqué de créer un arbitre international en matière financière, et c'est pourquoi, plus modérément, je dis qu'il faut déjà faire quelque chose au niveau européen et cela va donner l'exemple. Jusqu'à présent, la création de l'euro est un exemple convenable de ce que l'on peut arriver à faire, même si cela a été difficile et même si, sur le plan politique, ce n'est pas encore complètement digéré. Vous avez pu remarquer que les critiques sur le rôle de l'euro dans l'augmentation du coût de la vie en France se sont tues depuis que l'euro a introduit la stabilité de la zone euro par rapport aux péripéties de l'économie américaine.

On peut donc faire des progrès, c'est important et il faut donner cet espoir aux jeunes. J'ai la chance d'enseigner à des jeunes qui veulent devenir cadres d'entreprise et qui sont motivés, mais le taux d'échec est considérable en première année et je ne sais pas que penser quand, dans les deux lignes d'un sujet d'examen écrit, il y a trois fautes d'orthographe. Ce ne sont pas des étudiants qui sont d'origine étrangère, mais qui portent des noms et des prénoms franco-français.

Ce n'est pas une critique vis-à-vis des professeurs de lycée quant au niveau du bac ; au contraire, c'est une méchanceté vis-à-vis du ministère de l'Éducation qui impose un taux de réussite. J'ai présidé des jurys de BAC et c'est scandaleux. Toutes les heures, le proviseur chef de centre, passe et demande : "Quel est votre pourcentage de réussite ? " Si vous êtes en dessous du pourcentage que le ministère impose, on vous fait comprendre de laisser passer des candidats. Si on laissait faire les professeurs de lycée, il y aurait peut-être 10% de moins de bacheliers, donc plus d'élèves qui redoubleraient, mais, ensuite, mieux formés, ils pourraient faire des études supérieures. Or, si l'on nous envoie des bacheliers qui ne peuvent pas écrire le français, que voulez-vous que l'on en fasse à l'université ? Cela explique que le taux de réussite en fin de première année tourne autour de 20 à 30%, ce qu'ignorent les détracteurs des universités qui n'ont pas compris que la sélection se fait à ce niveau là puisqu'elle n'a pas été faite avant.

Je vous rassure, il y a quand même eu une très grande démocratisation. Je ne pourrais qu'encourager votre fils à devenir peintre décorateur, il gagnera mieux sa vie qu'un professeur d'université.

Florence AURIACOMBE - Pour répondre à la question de la dévalorisation des métiers manuels, cela fait longtemps que l'on s'interroge et ce n'est pas en quelques secondes que je vais vous donner la réponse. Globalement, si tous ceux qui ont des missions de pédagogie envers les jeunes, qu'ils soient parents ou professeurs, se reposent eux-mêmes la question, c'est peut-être le moment ou jamais, car les crises sont souvent suivies de périodes d'ébullition intellectuelle où chacun est chargé de se remettre en cause et de remettre en cause tous les préjugés sur lesquels il fondait ses valeurs.

Il me semble que c'est une prise de conscience. Tout à l'heure, j'appelais à la mobilisation générale et je crois que nous en sommes là aujourd'hui. À chacun de prendre la responsabilité de ce qu'il dit. Par rapport à la dévalorisation des métiers manuels ou simplement au manque de culture que l'on retrouve chez les jeunes étudiants - je ne parle pas seulement de la maîtrise du français - il faut se poser des questions et apporter de nouvelles solutions.

Il reste beaucoup de travail à accomplir !

Charles DELAMARE - Merci Madame.
Dernière question ?

François DELEUZE - J'aimerais poser deux questions. Je suis entre autres enseignant en finances d'entreprise en université et dans les grandes écoles de commerce. J'ai été étonné et je voudrais le souligner que le monde financier anglo-saxon ne connaisse qu'une loi : celle du marché. On en a peu parlé.

Ma question s'adresse à M. le Professeur. Vous n'avez pas abordé l'exemple et les fondements de la finance internationale qui sont le cycle de Kondratiev. Si l'on en croit la presse financière, nous ne sommes pas encore au fond du cycle. J'aurais aimé connaître votre avis.

Ma deuxième question s'adresse à Mme Auriacombe. J'ai été conseiller du recteur Bancel et du recteur Forestier. Ma question est un peu vicieuse et je m'en excuse : que fait l'Éducation Nationale pour adapter ses offres de formation des jeunes vis-à-vis du marché de travail ? Je dois vous dire, Madame, que mes élèves de dernière année de Master sont atterrés par les difficultés qu'ils ont cette année à trouver des stages, et les difficultés qu'ils auront à trouver à la rentrée des CDI autres qu'au niveau du SMIC, mais au niveau Master. Je pense que la rentrée 2009 va être très difficile chez les jeunes.

Quant à ce qui concerne l'Éducation, il y a deux jours, j'ai assisté à une conférence d'un grand président d'une société française ; il n'y a pas que l'automobile qui est dans une crise très grave.

Charles DELAMARE - Nous avons une crise financière qui engendre actuellement une crise économique et nous avons devant nous une énorme crise sociale en gestation. Vous venez d'en évoquer un aspect, mais les aspects sont multiples. Nous en parlerons dans la deuxième partie de cette matinée et cet après-midi.

Max PEYRARD - Nous ne sommes pas au plus profond de la crise financière ou économique, cela va encore durer, mais il y a maintenant quelques frémissements de reprise. Même dans l'automobile, un grand équipementier français dit que la situation vient de se stabiliser et il espère une reprise très rapide des commandes, parce que, très brutalement, cette année à l'automne, un certain nombre d'entreprises françaises

ont appliqué une forte réduction des stocks et en licenciant beaucoup et rapidement.

Tout cela était d'ailleurs préparé, puisqu'il y avait plusieurs types de personnel sous différents types de contrat, alors que, il y a dix ans, cela se faisait beaucoup moins vite, en France pour licencier en disant que ce n'était pas social, etc. Là, ils ont licencié brutalement et ils seront peut-être même obligés de réembaucher si jamais la reprise technique se prononçait, puisque le marché automobile français se comporte assez bien en février.

Ce n'est pas définitif. On ne peut pas penser que la bourse va monter toute la semaine prochaine comme aujourd'hui ; lundi, il y aura probablement des prises de bénéfice. On ne retrouvera pas avant deux ou trois ans une croissance globale, c'est-à-dire pour toutes les branches de l'économie, car il y a des branches de l'économie qui sont perdues et doivent disparaître. On a fait attraper la silicose à des milliers de mineurs français dans des conditions de travail très dures. En 1982, les Houillères du Nord ont fait venir des milliers de travailleurs marocains pour exploiter des veines de charbon de moins de 80 centimètres d'épaisseur, soit plus de pierre que de charbon, alors que, depuis 1960, on savait que le charbon français était deux ou trois fois plus cher que le charbon importé et de mauvaise qualité.

Il faut laisser disparaître un certain nombre d'activités, c'est la vie, on ne peut pas faire autrement, y compris des enseignements à l'université, par exemple ceux dont les étudiants sont longtemps dans les rues, car ils savent que leurs cours ne leur donneront pas de métier.

Charles DELAMARE - Pas d'autocritique !

Florence AURIACOMBE – Si votre question est dérangeante, malheureusement, dans le temps qui m'est imparti, je n'ai pas la prétention de pouvoir y répondre. De même que ce colloque réunit quelques personnes sensibles qui ont envie d'agir pour demain, au niveau de l'Éducation Nationale, du système éducatif, il me semble qu'il est plus que temps de remettre sur la table tous les problèmes qui se posent, sur la formation, par rapport à la poursuite d'études et le lien dans l'insertion professionnelle.

Ce sont de grands chantiers, mais, malheureusement, il est trop difficile de résumer ce qu'il faudrait faire. Je suis désolée.

Charles DELAMRE - Je donne la parole à **Frédéric Monlouis-Félicité, directeur des Opérations Europe, Moyen-Orient et Afrique - Consulting Services du Groupe SAP**, groupe d'origine germanique qui est un des grands leaders du monde informatique.

Les jeunes actifs face à la crise

Exposé de Frédéric MONLOUIS-FÉLICITÉ

Il est évident que les propos que je vais tenir aujourd'hui n'engagent que moi à titre personnel et pas le Groupe SAP qui, effectivement, est un des *leaders* mondiaux et le *leader* européen du logiciel d'entreprise.

Lorsque les organisateurs de ce colloque m'ont fait l'honneur de m'inviter à prendre la parole, je me suis dit que j'avais la chance de vivre à une époque formidable où l'on reste jeune de plus en plus vieux et je me suis souvenu de cette phrase de Montesquieu qui disait : "C'est un malheur qu'il y ait trop peu d'intervalle entre le temps où l'on est trop jeune et le temps où l'on est trop vieux." Je me suis dit : "Allons-y ! C'est le moment ou jamais !"

Le thème que je vous propose d'aborder aujourd'hui concerne les jeunes actifs face à la crise. Qu'est-ce qu'un jeune actif ? La définition est très simple : c'est une personne en position d'activité salariée entre 25 et 40 ans.

En préalable, quelques observations qu'il me paraît important de partager avec vous. Entre 25 et 40 ans, on a quinze années de vie professionnelle déterminante à plusieurs titres : pour construire un individu, une trajectoire professionnelle de réussite ou d'échec, mais aussi pour construire la relation par rapport au monde du travail et la relation de l'individu par rapport à l'entreprise.

Autre point sur lequel je voudrais insister : ces jeunes actifs de 2009 ne constituent pas ou constituent à peine une génération au sens sociologique du terme, puisqu'ils n'ont pas vécu d'événements structurants comme des guerres mondiales pour les générations précédentes ou encore mai 1968 pour la génération de leurs parents.

Finalement, la caractéristique commune de ces jeunes salariés est qu'ils ont toujours connu une situation de crise d'une façon ou d'une autre depuis le premier choc pétrolier en 1973, la France est en état de quasi-stagnation économique et c'est l'immersion dans ce contexte économique dégradé qui caractérise le plus cette catégorie de jeunes salariés.

On peut se dire que cette catégorie entre 25 et 40 ans ne demande pas une attention particulière, car ce sont eux qui ont le taux d'activité le plus élevé, les formations les plus qualifiantes *a priori* et qui seraient donc à ce titre les plus aptes à faire face à la crise. Pourquoi s'en préoccuper ? Tout simplement parce qu'il s'agit du cœur de la population active française. Les 25/40 ans représentent environ 12 millions d'actifs, soit à peu près 42% de la population active ; c'est une masse considérable qui est globalement représentative de la population active.

Par leur poids, leur caractère central pour l'économie française, ces jeunes actifs représentent un élément à considérer de façon très attentive pendant cette crise, parce que leurs comportements, leurs réactions face à cette crise vont permettre de sortir de la crise et sans doute aussi d'imaginer des mutations pour les dix à quinze ans à venir, c'est-à-dire la période qui s'ouvre devant nous dans laquelle ces jeunes actifs seront aux commandes des entreprises.

Je propose de dresser un constat sur le contexte dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui et j'élargirai mon propos aux salariés dans l'entreprise d'une façon générale. Ensuite, je vous dirai quelle est ma perception des effets de la crise sur ces jeunes actifs pour terminer par quelques réflexions de sortie de crise.

Tout d'abord quel est le contexte ? Quel est, en quelque sorte, le paysage avant la tempête ? Je crois que l'héritage des années 1980/1990 est encore très prégnant avec cinq phénomènes structurants.

Le chômage. Un chômage de masse qui touche en priorité les jeunes, comme nous le voyons tous les jours et nous l'avons vu tout à l'heure avec Madame Auriacombe. Un chiffre frappant : un tiers des jeunes qui sortent d'école se retrouvent au chômage dans les douze mois qui suivent, soit 33% de cette catégorie d'âge, alors que, en 1973, c'était 6%, donc l'évolution est considérable. Ce chômage crée bien évidemment de la précarité, de l'instabilité avec une multitude de statuts entre le salariat et le chômage. Pour les 20 à 30 ans, le premier emploi se traduit par un contrat à durée indéterminée pour seulement 28% de la population. Cela laisse le champ très ouvert pour une multitude de statuts instables (CDD, intérim, stages...).

Le culte de l'entreprise. Chacun se souvient des années Tapie, mais cela a été extrêmement caractéristique, car on a vu l'émergence de l'entreprise comme un monde global, un monde total, capable de structurer l'ensemble du tissu social, avec des conséquences profondes sur les modes de management. Ces années 1980 ont vu s'ériger en modèle le culte de la performance, l'investissement personnel, l'appel au dépassement de soi et aux défis permanents. L'icône de cette époque est quelqu'un comme Jack Welch chez General Electric qui, pendant vingt ans, a dirigé cette mul-

tionale américaine de 400 000 salariés et dont le style de management consistait tout simplement à classer tous les ans ses salariés en différentes catégories et à se débarrasser, d'une année sur l'autre, des 10% les moins performants. Ce modèle a été valorisé et enseigné dans toutes les écoles de management.

Deuxième conséquence par rapport à ce culte de l'entreprise : on a appelé les salariés à la responsabilité, à l'autonomie, avec des conséquences positives en termes d'initiative mais cela a fait porter une pression sans doute excessive sur les épaules de salariés qui n'étaient pas forcément prêts, avec une individualisation des parcours, mais aussi une individualisation des performances, des objectifs personnels, des augmentations individuelles. Cette époque a signé la fin des plans de carrière, la fin de la visibilité sur le long terme pour les salariés et cela a correspondu à la perte de puissance corrélative des syndicats dans l'entreprise.

La mondialisation. Pour les salariés dans l'entreprise la mondialisation a créé une double pression : une pression sur l'entreprise à laquelle on a demandé de faire plus, mieux et moins cher. Le monde entier étant devenu une usine, un marché, la concurrence est devenue mondiale et on a vu se développer la concurrence entre salariés d'un pays à l'autre et non plus au sein d'un même bassin d'emploi ou d'un même pays. Le salarié qui travaillait dans une entreprise française à Paris était désormais en concurrence avec un Indien, un Américain, un Japonais, le plus souvent mieux formés que lui.

Souvenez-vous de la devise du fondateur de Sony : "Penser global, agir local." Ce raisonnement veut dire une chose très simple : au niveau local, on ne pense plus, on exécute des choses décidées ailleurs, dans un autre pays, ce qui ne fait que renforcer le sentiment de ne pas maîtriser les décisions sur le terrain.

La financiarisation de l'économie. Tout cela nous a été expliqué brillamment en début de matinée. Il n'y a rien de surprenant dans la situation actuelle, les entreprises ont accepté de jouer le jeu et de se soumettre à la contrainte de rendements excessifs en survalorisant le court terme, puisque chacun était focalisé sur les résultats trimestriels. La logique de l'investisseur qui attend de son argent un rendement à court terme a prévalu sur la logique de l'actionnaire qui est davantage intéressé par le long terme et le développement de l'entreprise.

La montée en puissance des systèmes d'information. L'informatique a structuré le paysage de l'entreprise. Cela a facilité l'accès, le partage, la fluidité de l'information et la productivité des entreprises, mais cela a eu des effets pervers :

- L'illusion informationnelle : on a le sentiment de tout savoir sur tout, on est submergé d'informations. Dès que l'information est transmise elle est supposée

connue, intégrée et, finalement, on prend des décisions en échangeant quelques e-mails. Or, ce n'est pas ainsi que se prennent les meilleures décisions, puisque cela coupe des relations interpersonnelles qui vont permettre de prendre des décisions réellement informées dans le cadre d'un débat contradictoire.

- L'illusion de la responsabilité : l'information étant disponible partout et pour tous, les niveaux de terrain sont dépossédés de la décision, donc de la responsabilité. La responsabilité n'est plus au niveau des opérateurs localement, mais au niveau du management. A ce titre il y a une contradiction entre l'appel à l'autonomie et à la responsabilité des salariés et la réalité qui est que, dans l'entreprise de 2009, les processus sont standardisés, structurés à l'extrême : il suffit donc d'appliquer le processus et non plus tant de prendre une initiative ou d'être autonome.

- L'illusion de la coopération : on peut très bien collaborer sans jamais coopérer. Collaborer parce que les processus sont structurés, donc, de façon mécanique, le salarié répond à une demande. Simplement, on ne coopère plus, c'est-à-dire que l'on ne partage plus, on n'échange plus, on ne coproduit plus la décision, on ne fait qu'appliquer des processus. Or, l'efficacité des individus comme des entreprises dépend de la qualité des interactions à l'intérieur de l'organisation.

Deuxième grand point de ce développement : Etant donné le contexte que je viens de décrire, quels sont aujourd'hui les effets de la crise sur les jeunes actifs ? Il existe une multitude d'effets différents en fonction de la situation individuelle et de la situation de l'entreprise. La traduction la plus visible est l'augmentation du chômage, donc la montée perceptible de l'inquiétude parmi la population salariée. Je ne vais pas insister sur ce point, parce que je suis convaincu que la crise n'a pas seulement des effets économiques, mais qu'elle accentue des tendances préexistantes avec quatre effets durables qui vont structurer, sur le long terme, le comportement des salariés dans l'entreprise.

Premier effet. Je voudrais vous faire part d'une réflexion sur une évolution sur laquelle, à mon sens, on réfléchit trop peu : la mutation de notre rapport au temps. Ce rapport au temps a été profondément modifié ces dernières années sous l'effet de la mondialisation et des nouvelles technologies. Le travail s'est intensifié. *De facto*, le taylorisme n'est pas mort, on est toujours mesuré dans l'entreprise par la productivité et la capacité à répondre en temps réel à la demande et les 35 heures n'ont pas amélioré les choses.

Finalement, cette dictature du court terme a des conséquences très visibles pour les salariés : n'ont de chance d'aboutir que les projets ayant des temps de retour sur investissement très courts. On ne prend plus le temps de réfléchir au long terme. Si

vous demandez à un dirigeant d'entreprise quelle proportion de son agenda il passe à réfléchir au long terme, cela va se situer entre 5 et 10%. Il y a surtout une confusion entre l'urgent et l'important. On prend des décisions importantes dans l'urgence et l'urgence prend le pas sur l'important.

Cette crise que nous vivons aujourd'hui accentue de façon extrême cette prévalence du court terme, voire du très court terme. Il est frappant de voir qu'une entreprise aussi solide que Renault s'interroge tous les jours sur le niveau de sa trésorerie pour savoir si cela tiendra à horizon de deux ou six mois. On est vraiment dans le très court terme et cela a des conséquences très claires sur les comportements des salariés.

Deuxième effet. Ce que l'on peut appeler de différentes façons, mais que je baptise comme étant crise du management et qui me fait penser à cette phrase de Shakespeare dans le « Roi Lear » : "C'est un malheur du temps que les fous guident les aveugles." Les salariés peuvent être en situation des aveugles guidés par les fous que sont leurs dirigeants. Pourquoi ?

Le rôle du dirigeant suppose un certain nombre de pré-requis, dont au moins deux choses : la confiance du salarié dans la capacité de son dirigeant à mener l'entreprise et la compétence comme levier d'action. C'est sur ce paradigme que s'est fondé le management moderne, au moins tel qu'il est défini depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Aujourd'hui, on voit bien que la crise a fait exploser ce modèle. La crise est venue de l'élite du management. Lorsque vous regardez AIG, Lehman Brothers, General Motors, les dirigeants de ces entreprises avaient les plus beaux cerveaux formés dans les plus meilleures écoles du monde et, finalement, ce sont eux qui ont failli. Comment, pour un dirigeant de 2009 regagner de la crédibilité et de la légitimité ?

Troisième effet. Autre crise après celle du management : la crise du collectif qui est aussi celle de la coopération que j'évoquais tout à l'heure. L'entreprise est avant tout une collectivité humaine et l'efficacité des entreprises dépend de la capacité à faire travailler les gens ensemble. Or, vous l'avez compris, l'entreprise de 2009 est fragmentée, cloisonnée, complexe, et donc les formes actuelles du travail détruisent de plus en plus la nature des relations entre les salariés.

Cette crise économique risque de pousser les salariés à se replier, c'est un risque réel. On parlait tout à l'heure du repli des jeunes, mais il en est de même dans l'entreprise, chacun cherchant à préserver son pré carré. Pour sauvegarder son emploi, on va bâtir des murailles pour s'isoler et assurer son poste.

Quatrième effet. Dernière conséquence de cette crise : celle du projet, du sens. Ce n'est pas récent. Le problème est que, depuis les années 1980, l'entreprise est incapable de proposer un autre modèle, un projet d'avenir dont la dimension économique ne constitue pas la pierre angulaire, sinon l'unique justification. Quand l'ambition d'une entreprise est la croissance, quand sa raison d'être est de délivrer trimestre après trimestre des résultats conformes aux attentes du marché, on est bien là dans un déficit de sens, un déficit de projet. C'est ce que certains ont appelé le capitalisme sans projet. Il est très frappant de voir les centaines de millions de dollars ou d'euros que les entreprises dépensent tous les ans pour acheter leurs propres actions. En 2007, une entreprise comme Nokia a dû dépenser un peu plus de 700 M\$ pour racheter ses propres actions. Il n'y a derrière ces décisions aucun projet de développement de l'entreprise à part la volonté d'améliorer artificiellement le cours de bourse.

Avec cette crise, les entreprises se trouvent confrontées à un déficit de sens encore plus grand, puisque, sans parler de la destruction de valeur que la crise provoque quand l'entreprise est obsédée par sa survie au jour le jour, elles sortent encore plus du projet et du long terme, comme on le voit dans les budgets de R&D qui commencent à décliner dans la plupart des entreprises.

La conséquence de tout cela sur les comportements est multiple. Je voudrais insister sur trois points :

L'accroissement du pessimisme social. Un sondage IPSOS est paru en février 2008, donc avant la crise ; on demandait aux 25/39 ans la perception de leur qualité de vie par rapport à la génération précédente. 78% des 25/39 ans estiment que leur vie quotidienne est devenue plus difficile que pour la génération de leurs parents. Il s'agit d'un sentiment, mais, statistiquement, cela se reflète dans un déclassement social généralisé. On voit que l'écart de salaire entre la génération des trentenaires d'aujourd'hui et les quinquagénaires est à peu près de 40%. En 1975, cet écart était de 15%.

Fracture intergénérationnelle et déclassement social, c'est ce que des sociologues comme Louis Chauvel ont montré de façon récurrente. Le pessimisme social est donc une réalité sociologique.

L'augmentation du sentiment d'insécurité sociale. L'entreprise, depuis un certain temps, n'est plus un référentiel stable et la crise accentue le sentiment de ne pas maîtriser son destin, sa vie personnelle, sa vie professionnelle. Cela provoque le développement d'une attitude très utilitariste, très matérialiste par rapport à l'entreprise. Le raisonnement est le suivant : « Je sais que l'entreprise ne va rien me donner, donc je ne vois pas pourquoi je lui donnerai autre chose que du temps de travail ».

La défiance. Vous vous souvenez peut-être de l'ouvrage "La société de confiance" d'Alain Peyrefitte, dans lequel il montrait que le développement économique était lié à la confiance, confiance en soi, c'est-à-dire être capable d'entreprendre, de se réaliser, et confiance en autrui c'est la base du marché.

A contrario, le défaut de confiance a un coût économique. En 2007, Pierre Cahuc et Yann Algan ont écrit un ouvrage qui, en référence à Alain Peyrefitte, s'appelait "La société de défiance". Ils y montrent l'étendue des conséquences négatives en % de PIB provoquées par la défiance qui règne dans les rapports sociaux et entre acteurs économiques et étatiques. Aujourd'hui, on est au cœur de cette problématique dans l'entreprise.

Face à cela, il y a deux réactions possibles.

La première est le scénario noir : la radicalisation. Vous le voyez tous les jours dans les journaux, avec des patrons séquestrés, comme chez 3 M, Sony, Caterpillar, le patron de l'usine Continental de Clairoux qui ne peut plus parler à ses salariés, parce qu'il reçoit des coups sur la tête. La radicalisation face au chômage est la situation la plus médiatique, mais, à mon avis, ce n'est pas le danger principal.

Le danger principal est un scénario gris, dans lequel les salariés vont se désengager tout simplement : c'est le syndrome du voyageur clandestin. Les salariés vont se laisser porter par l'entreprise, surfer sur ses contradictions internes et, finalement, quand ils ont un problème, changer d'entreprise pour continuer à progresser dans leur carrière. La conséquence globale de tout cela est la désertion du collectif.

J'en viens à mon dernier point : quelques pistes de réflexion.

Ce tableau peut paraître extrêmement sombre et pessimiste. La question essentielle est la suivante : que l'on soit salarié ou dirigeant d'entreprise, comment trouver de la cohérence dans ce monde chaotique ?

L'entreprise doit répondre à un certain nombre de défis

Le défi du sens : quel projet ? Quelle ambition au sens étymologique du terme, c'est-à-dire entourer, englober dans un tout cohérent ? Comment faire sens dans l'entreprise ?

Le défi du collectif : comment sortir de la logique selon laquelle l'efficacité de l'entreprise repose sur la pression que l'on fait porter sur chaque individu ? Comment renouer des liens, développer les interactions pour que chaque individu puisse s'identifier à la collectivité ?

Le défi de l'équité : c'est une question essentielle et quotidienne avec les questions de parachutes dorés, de retraites chapeaux, de stock-options. Comment récompenser des choses aussi essentielles pour la société que l'effort, la compétence, le travail, le mérite ?

En 2005, le thème de l'université d'été du MEDEF était : "Réenchanter le monde." Beau thème. Aujourd'hui, comment réenchanter l'entreprise ? Vaste sujet.

Je vous propose rapidement quelques pistes comme autant de réflexions jetées à votre appréciation.

Répondre à la crise. Les entreprises ne doivent pas seulement survivre. Il faut survivre, c'est un pré-requis, mais je crois qu'il faut qu'elles réussissent à faire sens avec ces événements aléatoires et à transformer cette pression externe en capacités organisationnelles nouvelles. Par exemple le fait d'utiliser le chômage partiel pour former les salariés est une excellente chose pour pouvoir tirer de la crise des enseignements autres que des enseignements de survie. En formant les personnes, on les prépare à faire autre chose, mieux et différemment.

Il faut donc transformer cette crise en capacité supplémentaire, complémentaire pour l'entreprise.

Inventer de nouvelles formes de solidarité dans l'entreprise. Je prendrai l'exemple de Renault. Renault a signé un contrat social de crise, c'est le terme officiel, avec les syndicats. Ce contrat social permet aux ouvriers en chômage partiel d'être rémunérés à 100% de leur salaire, la condition étant que les cadres et les techniciens acceptent de donner quelques jours de RTT. Ce contrat social de crise est une forme inédite de solidarité dans l'entreprise, solidarité entre différents statuts. C'est extrêmement prometteur pour atténuer les effets de cette crise, car cela instaure un sens de cohésion et de jeu collectif dans l'entreprise qui, vous l'avez compris, a tendance à disparaître.

Ce n'est pas la seule possibilité, mais c'est un premier élément de réponse.

Redonner du sens. On trouve le sens quand, dans les actes du quotidien, on est capable de se référer à une globalité qui dépasse le simple fait de serrer un boulon, en sachant à quoi cela sert et quel est le but ultime. Pour cela, il existe un puissant levier : l'action collective. C'est une construction, ce n'est pas une donnée naturelle. Cela se construit tous les jours. Je suis frappé de voir des personnes autour de moi qui, à un moment ou à un autre, décident de s'arrêter et prennent une année sabbatique, parfois pour aller faire de l'humanitaire. C'est parfait, mais cela veut bien

dire que le sens qu'elles vont chercher en dehors de l'entreprise, elles ne le trouvent pas dans leur travail quotidien.

Comment faire pour que l'entreprise puisse utiliser ce levier qui est réel, puissant, fondamental dans l'être humain ? On peut prendre appui sur ce ressort pour proposer une vision où l'efficacité économique et l'utilité sociale puissent se nourrir l'un l'autre.

Un exemple très concret : Danone avec deux projets.

Un premier projet lancé il y a quelques années, a consisté à s'associer avec la Grameen Bank de Mohammed Yunus, pour permettre à des femmes de vendre des yaourts à l'unité à bas coût. Des distributrices ambulantes de yaourts au Bangladesh, en Afrique du Sud, en Inde, financent leur stock grâce au microcrédit.

Il y a un but clairement social, et certainement un but marketing, c'est évident, mais ce projet peut porter l'entreprise, lui donner un supplément d'âme et signifier à ses salariés, ses clients et toutes les parties prenantes que l'entreprise n'est pas simplement une entité isolée du reste de la communauté.

Deuxième projet chez Danone : Franck Riboud a annoncé il y a quelques jours la création d'un fonds d'investissement de 100 M€, financé entièrement par Danone et abondé tous les ans à hauteur de 1% du bénéfice net. Ce fonds d'investissement va servir à financer l'écosystème de Danone, c'est-à-dire les producteurs de lait, les distributeurs dans le monde entier, former et permettre à l'écosystème autour de l'entreprise de se développer et pas seulement de survivre comme certains sous-traitants dans l'automobile, mais vraiment se développer et vivre grâce à l'entreprise qui est le point focal de cet écosystème.

Ce type d'initiative refonde le pacte social autour et dans l'entreprise. Lorsque des salariés voient que leur entreprise se lance dans ce type d'action et ne se contente pas de déclarer être socialement responsable, cela a un vrai impact dans la vie quotidienne des salariés, leur satisfaction au travail et leur sentiment d'appartenance.

Comment repenser l'articulation entre performance et équité ? C'est extrêmement complexe, techniquement et concrètement, à mettre en œuvre. Une vision simple consiste à dire qu'il n'y a de performance juste et équitable que celle qui contribue *in fine* à améliorer le sort de ceux qui y ont contribué. Dans ce domaine le maître-mot est : exemplarité. Malheureusement, on l'oublie bien souvent quand on est en position de management, mais ce n'est pas le cas partout et singulièrement au Japon.

Par exemple le président de Japan Airlines a ainsi décidé volontairement de réduire son salaire à 75 000 € par an. Il a fait cela depuis 2007, puisque l'entreprise était en situation de quasi-faillite. Il prend ses déjeuners à la cantine et il vient au bureau en bus. On peut en penser ce que l'on veut, mais quand on compare ce type d'attitude avec AIG qui perd 100 Md\$ et verse 450 M\$ en bonus à la filiale responsable de ses pertes, on peut se dire qu'il y a un hiatus et que l'exemplarité est la chose du monde la moins partagée.

Finalement il nous faudra peut-être accepter de privilégier l'optimum, c'est-à-dire la qualité, et l'efficacité, sur le maximum et l'efficacité à tout prix. Il faut passer d'une façon ou d'une autre du "travailler pour avoir" qui est porté par le paradigme consumériste au "travailler pour être". A la question « Pourquoi travaille-t-on ? », Kant répondait : "On travaille pour l'estime de soi". On est vraiment dans la question de l'être et non pas dans la question de l'avoir.

En conclusion, vous pouvez trouver ces dernières propositions exagérément idéalistes, mais je suis profondément convaincu que le rétablissement de la confiance passe par une reconquête des hommes et des femmes qui créent la richesse dans l'entreprise.

Pour finir, comme le disait Oscar Wilde, si « notre travail est de réaliser le monde tel que nous le voyons et non pas de le réformer tel que nous le connaissons » alors je terminerai par une exhortation toute simple : au travail !

(Applaudissements...)

Charles DELAMARE - Merci mon cher Frédéric pour cet exposé tout à fait remarquable. Vous avez dit au départ que vous avez déterminé la génération des 25/40 ans : 12 millions d'actifs. C'est cette génération qui va répondre à la crise actuelle et nous sommes persuadés, en vous écoutant, que cette génération saura la surmonter.

Vous êtes un des représentants les plus brillants de cette génération. Vous dites à la fin de votre exposé que les perspectives sont assez sombres, mais, quand on vous a écouté, on est persuadé que vous saurez répondre à ce défi.

Je passe la parole à **Claude Vimont, ancien professeur à l'IEP de Paris, Conseil emploi, formation.**

Chômage structurel ou conjoncturel ?

Exposé de Claude VIMONT

Je voudrais traiter maintenant du problème central de notre réunion : le chômage et l'emploi. En traitant cette question, je me trouve au confluent des préoccupations des chefs d'État réunis hier, car il ne s'agit pas pour eux simplement de changer des réglementations financières, si utiles que ce soit par ailleurs pour des raisons d'éthique ou même de pure honnêteté, mais il s'agit aussi de relancer la croissance et, de ce fait, l'emploi.

Je serai un tout petit peu plus optimiste que les premiers intervenants sur le résultat de ce G20. Je partage leur analyse en disant qu'il faut attendre, et que ce sont des déclarations d'intention. Toutefois, 1 100 Md€ pour le FMI, c'est tout de même un assez beau geste, quand on saura comment il sera financé. Surtout il y a cette impression de confiance, de satisfaction d'avoir réussi à passer un cap que tout le monde considérait comme très difficile qui transparait des images que nous avons vues. Or, nous disons constamment dans toutes les analyses que nous avons vues que le manque de confiance est à la racine de la crise : si la confiance revenait... si la confiance revenait. Je trouve que, pour le moment, le côté positif de ce retour de confiance est tout de même à souligner à la suite de cette réunion.

Je suis au confluent des préoccupations de ces chefs d'État, mais également de l'inquiétude des travailleurs en cours de carrière, celle des jeunes qui tourne à l'angoisse - elle n'est pas récente, mais elle s'est dégradée et devient carrément dangereuse maintenant - et celle plus récente des travailleurs dont Frédéric Monlouis-Félicité parlait à l'instant, les jeunes adultes pour lesquels la peur du chômage devient plus que préoccupante et se transforme malheureusement en réalité pour un nombre grandissant d'entre eux. C'est la question centrale de toutes les préoccupations de ceux dont nous pouvons parler dans cette enceinte, chefs d'État comme travailleurs.

Charles Delamare, toujours libéral dans son attitude d'esprit, m'a laissé le choix du titre de mon exposé. J'ai pris : "**Chômage conjoncturel et chômage structurel**".

Pour certains d'entre vous, dont des anciens qui ont vécu l'histoire économique de notre pays sur une quarantaine d'années, même parfois un peu plus, je rappellerai que ces concepts de chômage structurel et de chômage conjoncturel sont nés dans

les années 1950, avec, pour le **chômage conjoncturel**, l'intervention de la guerre de Corée avec les conséquences économiques qu'elle a eues dans l'immédiat mais rapidement réparées ; pour le **chômage structurel**, le concept est né en même temps, avec les premières difficultés de l'industrie textile dans les Vosges, puis de l'industrie sidérurgique, où l'on s'est rendu compte que ce n'était pas la conjoncture qui était en cause, mais la structure de notre appareil industriel.

Ce sont des termes anciens et M. Edgar Faure, ministre des Finances à cette époque en avait fait une large utilisation, quand il était venu exposer le sujet de cette façon devant le Conseil Économique et Social. Rappelons qu'il était accompagné d'un jeune homme qui s'appelait Valéry Giscard d'Estaing et qui était le rédacteur de son discours.

Si je reprends notre sujet, il est évident que, selon la réponse que nous donnons à partir de l'analyse de ces deux concepts à l'époque actuelle, les remèdes sont très différents. S'il s'agit d'un chômage conjoncturel, la relance telle que nous la prévoyons suffit à permettre aux entreprises qui ont des difficultés actuellement de reprendre leur activité très normalement et c'est simplement une mauvaise passe. S'il s'agit d'un chômage structurel, c'est beaucoup plus grave en réalité, parce que qui dit chômage structurel dit réforme de structure, donc des opérations beaucoup plus lourdes demandant beaucoup plus de temps.

Je voudrais faire l'analyse de notre situation, en la comparant aux autres pays développés et émergents pour situer notre propre pays de cette façon. Je vais poser un diagnostic que je vais m'efforcer de commenter dans le cours de cet exposé : sous le chômage conjoncturel que nous constatons actuellement, très important, dû à la réduction de l'activité économique, se cache un chômage structurel dans notre pays, dont la réduction ne peut être obtenue que par une réforme profonde du fonctionnement de notre économie et de notre société et - je le dis au passage dès maintenant - non pas par une simple augmentation du pouvoir d'achat qui assurerait la relance par elle-même, comme certains le pensent et le disent.

Ces réformes structurelles qui me paraissent nécessaires demanderont un temps assez long. Il va falloir traiter dans l'immédiat - c'est la seconde partie de mon diagnostic - la « déferlante » - il n'y a pas d'autres termes - du chômage qui est en train de se produire, sans trop charger la barque du chômage. Licencié n'est pas une solution viable dans une société comme la nôtre, car la réintégration des exclus demanderait trop de temps et ce délai ne serait pas supporté par la société française, notamment par ceux qui en seront les victimes.

De ce fait, il faut traiter le problème de l'emploi à l'intérieur des entreprises et je reviendrai sur certains des propos de Frédéric Monlouis-Félicité à cet égard.

Voilà les deux termes de mon analyse :

- Il y a des réformes de structure cachées sous cette déferlante conjoncturelle du chômage, qui est en train de nous recouvrir, je parle du chômage.

- Il ne faut pas céder à une vision fondée sur le principe suivant : « il n'y a qu'à liquider tout ce qui ne va pas et on reprendra après sur d'autres bases ». Il faut tout de suite traiter le problème à l'intérieur de notre tissu économique en grande difficulté et assurer au moins une à deux années pendant lesquelles nous allons vivre dans cette situation intermédiaire où nous aurons eu l'apparition à l'état brut et aigu de notre chômage structurel, sans pouvoir résorber rapidement le chômage conjoncturel qu'il aura entraîné ces temps-ci.

Quels sont les facteurs du chômage structurel en France et dans d'autres pays développés ? Je crois que la cause de ce chômage structurel est essentiellement le fait que nous vivons sur des structures économiques qui ont été définies en gros dans les années 1960 lors des Trente Glorieuses. Nous sommes amenés à revoir très profondément les structures économiques, mais aussi les comportements qui correspondaient à ces structures, tant de la part des investisseurs que de la part des salariés eux-mêmes.

Je vais prendre rapidement le rôle respectif des grands secteurs d'activités économiques : **l'industrie, les services, l'agriculture et le bâtiment.**

L'industrie a été le fer de lance du progrès économique dans les Trente Glorieuses, avec l'extraordinaire expansion de l'automobile, de l'aviation, de l'électroménager. De grandes entreprises se sont constituées, créant un nombre particulièrement élevé d'emplois, des emplois que je qualifie d'entraînement à haut niveau de salaire, entraînant des activités de sous-traitance elles-mêmes à haut niveau de salaire qui ont permis un développement très important de la consommation par les revenus, qu'ils ont permis de distribuer. Ces grandes entreprises étaient durables dans leur époque, elles ont vécu vingt ans, trente ans sur des produits qu'elles ont améliorés progressivement. Prenons un exemple : la 15 CV Citroën. Actuellement, ce que nous voyons et qui déconcerte tous les pays du monde, les Européens, les Américains, c'est le fait que l'industrie est devenue une activité de niche. Cela veut dire qu'elle travaille sur des produits dont la durée de vie est très courte.

Un nouveau type de voiture qui a beaucoup de succès à un moment donné, la Logan, par exemple, sera suivi probablement de la voiture hybride à un autre moment. Mais ce succès ne dure que très peu de temps. C'est dû à deux facteurs : la concurrence entre tous les pays du monde qui veulent avoir une industrie auto-

mobile et le renouvellement extraordinairement rapide des technologies. L'industrie n'est donc plus une activité durable, ce qui aurait paru extraordinaire si l'on traitait ce sujet dans les années 1960. C'est une technique de niche. À un moment donné, vous avez une niche avec un bon produit, vous gagnez de l'argent, vous employez des gens, mais le seul ennui est que cet emploi et ces revenus ne sont pas garantis.

Il faut se mettre en perspective de renouveler son industrie. Ce n'est pas que l'industrie va disparaître, mais il faut la renouveler constamment avec la recherche, la réduction des coûts, le management des équipes et le fait que chacun est bien conscient que c'est une activité que je qualifierai à la limite de temporaire.

Le secteur des services représente maintenant 70% de la population active qui y est employée. Il était considéré comme moins « productif », car il avait un potentiel de croissance de productivité plus faible et, de ce fait, un coût plus élevé. Cela reste vrai, car c'est la qualité seule qui compte. Il faudrait mesurer autrement le PIB, mais je ne vais pas entrer dans cette voie ce matin pour juger d'une façon différente les modalités du progrès économique et social. Je laisse ce sujet à M. Stiglitz, Prix Nobel d'économie, puisque le Président de la République l'a chargé de présenter un rapport sur ce thème.

En tout état de cause, à l'heure actuelle, nous nous apercevons que ces services peuvent connaître aussi une croissance de productivité. C'est vrai dans les services publics et combien vrai dans les services publics français - tout le monde le sait, les doubles emplois étant l'expression ultime, supérieure, si je puis dire, de ce sujet - mais aussi dans les services à la personne. Pourtant, cela paraît être la qualité qui devrait l'emporter, mais il est nécessaire maintenant d'organiser ce marché. Cela commence à se faire, mais il faudrait que nous arrivions à constituer ce qui se fait d'ailleurs aux États-Unis : de grandes unités, de grandes entreprises de prestations de services qui organisent le travail et forment leur personnel. Il faut développer des associations d'aide à la personne, ayant un statut de « prestataire », ce qui leur permettrait d'avoir un personnel, qu'elles emploieraient de façon durable avec des CDI et dont elles pourraient améliorer progressivement le niveau de formation.

Je crois que c'est la voie de l'avenir et c'est une voie productive dans laquelle le secteur des services à la personne, marchands ou non marchands, devient un secteur à productivité, comme le secteur administratif public peut devenir un secteur à productivité effective mesurée, comme l'a montré le travail récent du gouvernement sur la révision des politiques publiques. Ce sont des choses que nous n'avions pas en tête, mais que nous devons avoir maintenant.

Enfin nous assistons à un développement très rapide des services aux entreprises (bureaux d'études, de marketing, d'informatique, de communication), qui sont créateurs d'un haut niveau de productivité à l'intérieur de ce secteur ou dans les entreprises pour lesquelles ces bureaux travaillent.

La productivité des services est donc maintenant un sujet d'actualité.

L'agriculture jouera un rôle faible, mais tout de même un rôle important, parce qu'elle va être le pilier du développement durable, de la protection de la nature et cela représente une tout autre activité que la production agricole. Le bio jouera aussi son rôle.

Le bâtiment sera une activité nécessairement en expansion. Nous ne sommes donc pas du tout comme nous le disons et le ressentons nous-mêmes beaucoup trop, dans l'idée que nous sommes une société en déclin. On avait déjà cette idée avant la crise. En réalité, nous pouvons avoir une vision de notre avenir. Simplement, il faut changer les bases sur lesquelles nous fondons cette vision. Ceci nous mène à changer aussi notre politique d'aménagement du territoire.

Nous avons créé cette politique, qui a été un des grands succès des années 1960/1970 avec Olivier Guichard et Paul Delouvrier. Elle était fondée sur deux principes :

- Limiter la croissance de la Région parisienne qui était devenue envahissante.
- Vivifier le tissu industriel du grand Ouest Atlantique et créer des usines réparties sur ce territoire de la France où la main-d'œuvre rurale était manifestement trop importante par rapport aux besoins.

Nous avons partiellement réussi, sauf que nous créons de temps en temps d'assez belles crises de l'emploi sur des marchés du travail très étroits où 100 ou 200 personnes sont subitement mises en chômage. Maintenant, l'avenir est aux grandes entités urbaines, complexes. Je me rapproche des travaux de Christian Blanc, ministre, qui est en train de réaliser un travail sur ce qu'est l'unité économique de base de l'avenir, la « grande entité urbaine », celle qui sera comparable à New-York, à Shanghai, à Londres, à Tokyo, à Sao Paulo. Paris peut être dans cette situation, car c'est un ensemble urbain très grand géographiquement, sur lequel seraient concentrées des activités de recherche, des activités d'équipements informatiques, de techniques de l'information, une infrastructure de transport commode avec ce que l'on appelle les *hubs* pour les aéroports, c'est-à-dire des plateformes de communications faciles avec les grandes autres unités urbaines du monde.

Cela va être le facteur moteur de la croissance de l'avenir. C'est donc l'inverse de ce que nous avons voulu et réussi en grande partie à faire il y a quarante ans. C'est ainsi que nous reprendrons notre place dans le monde. Cette grande entité de taille mondiale devra être complétée sur le territoire français par des « métropoles », comme celles que M. Balladur a commencé à esquisser, mais dont nous voyons des exemples avec Lyon qui a une structure de « métropole » complexe avec des relations sur les villes voisines, Grenoble, Saint-Étienne, constituant un ensemble déjà important. On peut peut-être le dire également pour Toulouse, mais il faudra en faire d'autres qui sont toutes prêtes à entrer dans ce jeu.

Autre facteur de vision de l'avenir : les **grandes régions d'aménagement rural** qui restent à inventer. J'ai dit quelques mots du rôle de l'agriculture, du rôle de la construction, du rôle des infrastructures de transport et des moyens de transport eux-mêmes. Il faudra trouver des solutions à la gestion de ces grands ensembles ruraux qui assureront la protection de la nature, une grande partie du développement durable à côté des unités urbaines consommatrices de nature. Les zones rurales équilibreront l'ensemble. Il faudra y traiter le problème des services publics, créer des territoires de santé pour régler ces problèmes irritants que nous voyons régulièrement sur l'aménagement des équipements sanitaires et sociaux dans des régions à faible population. Il y a un concept de territoire de santé que l'on va développer, je l'espère, avec la réforme des collectivités locales.

Nous sommes donc dans une situation où, contrairement à ce que nous ressentons, lors de la crise actuelle, mais déjà auparavant, nous pouvons avoir, dès maintenant, une vision de la Société de l'avenir dans notre pays à l'intérieur de l'Europe.

Autre facteur de chômage structurel qui a été largement abordé dans les exposés précédents, notamment par Madame Auriacombe : **le chômage structurel qui résulte de notre système éducatif.**

Je regrette beaucoup d'être carrément critique à l'égard du système éducatif et des enseignants. Je ne vais pas me réfugier derrière la technostucture de la rue de Grenelle, considérée comme responsable de toutes nos difficultés. Il faut souligner la grave responsabilité des enseignants, qui se sont enfermés dans leur monde pour des raisons idéologiques. Ils n'ont pas assez de liens avec le monde professionnel et même ils les refusent parce que cela a quelque chose d'impur. Le résultat concret de cette attitude peut être résumé de la façon suivante :

"Si vous n'êtes pas capable de faire des études générales, allez donc faire des études professionnelles ! Si vous ne réussissez pas des études professionnelles dans le cadre du système scolaire, allez donc en apprentissage ou en contrat de profes-

sionnalisation en entreprise ! Vous vous débrouillerez avec ces gens-là ! Cela ne nous intéresse plus !"

Tout le système d'orientation est bâti sur cette idée. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le système d'orientation scolaire et professionnelle est parfaitement discriminatoire ; il exclut les plus faibles et les plus mauvais, comme le disait Madame Auriacombe très clairement et comme le disait ces jours-ci Richard Descoings, directeur de l'IEP de Paris, responsable d'une réforme des lycées. La racine profonde de notre « mal éducatif » est le caractère anxiogène de l'orientation au sein du système scolaire. C'est une chose à laquelle on peut remédier.

Dernier point pour parler des facteurs de chômage structurel, mais, cette fois-ci, un point favorable : nous allons vers une période où notre population active disponible ne va plus croître. Jusqu'à maintenant, contrairement à ce que l'on disait, elle continue à augmenter d'environ 100 000 à 150 000 personnes par an. À partir des années 2010, nous allons atteindre un plafond, puis une légère baisse, même avec une immigration à 100 000 personnes actives par an.

Dans l'immédiat, cela soulage le marché du travail et les jeunes rentreront beaucoup plus facilement que par le passé sur le marché du travail. Il y aura un renversement à un moment donné dû au fait que cette évolution démographique est due aux départs très importants des anciens *baby-boomers* devenus jeunes retraités et pas à une baisse profonde du nombre des jeunes entrant sur le marché du travail ; il va y avoir une légère baisse pendant quelques années, mais c'est tout. De ce fait, dans les cinq ou six années après 2010/2012, les jeunes vont être dominants sur le marché du travail. C'est donc l'inverse de ce que nous connaissons. Cela va nous aider. Il ne faut pas tout voir du côté négatif. Que fait-on en urgence ?

Je pourrais reprendre à peu près toute la conclusion de Frédéric Monlouis-Félicité. Il faut essayer au maximum d'éviter de casser nos collectifs de travail, de casser des entreprises ou de les laisser se casser. Il faut voir tout ce que l'on peut faire pour éviter de telles situations et il a donné plusieurs solutions : la gestion du chômage partiel, la reformation des salariés restant dans l'entreprise. Je ne reprendrai pas tout cela, c'est exactement ce que je pense. C'est cela qui fait que nous entrons dans un monde nouveau. Tout le monde nous dit que « rien ne sera pareil ». D'accord, mais si ce n'est pas pareil, comment est-ce ?

Je me suis efforcé de vous montrer quelques pistes, quelques voies, de même que Frédéric Monlouis-Félicité, puisque je reprends sa conclusion, mais je voudrais surtout dire que ce qui va être nouveau et qui est indispensable, c'est de sortir du court-termisme dans lequel nous avons vécu.

Court-termisme sur le taux de rendement des entreprises de 15%, le fameux ROE pour les spécialistes, trop fort, prégnant, et sur la façon de compter la valeur des actifs dans les bilans (les normes IFRS). Nous sortons d'un monde qui a vécu dans le résultat à court terme. Certains parlent de la cupidité, comme le dit M. Bébéar, Président du nouveau Comité des sages sur la rémunération des dirigeants d'entreprises. Il faut sortir de là et dire que nous avons un projet d'avenir, même nous, pays anciennement développé. C'est à nous de faire vivre ce projet et nous avons des perspectives pour le faire vivre.

(Applaudissements...)

Charles DELAMARE - Je crois que nous pourrions ouvrir la discussion entre les deux orateurs, car ils ont de nombreux points communs et ont posé beaucoup de questions l'un à l'autre.

Je voudrais retenir l'idée du temps : le court-termisme. Nous allons avoir une déferlante sociale, une déferlante du chômage. Après la crise économique et la crise financière, nous aurons une crise sociale. Aurons-nous le temps, dans les six mois, de tenir pour empêcher le système économique de sauter ?

Nous avons une tendance révolutionnaire. Si notre chômage connaît un accroissement de 500 000 à 700 000 personnes à la fin de l'année, tout ce que l'on pourra dire de sensé risque d'être emporté par une vague de pessimisme, alors que les deux orateurs nous ont donné de bonnes raisons de penser que l'on peut faire face à tous les problèmes en changeant notre système, en allant vers cette société nouvelle, cette « économie sociale de marché » dont nous parlerons beaucoup plus cet après-midi.

Nous arrivons à une période de très grandes tensions. La crise n'est pas seulement financière. La crise n'est pas seulement bancaire. La crise est profondément sociale, donc humaine. Voilà ce que je voulais dire en introduction d'un court débat.

(Applaudissements...)

Claude BLAIN - Je suis membre de l'Association des Paralysés de France. Je parle surtout au nom des personnes handicapées.

Le chômage des jeunes est très préoccupant, on s'en aperçoit tous les jours, mais je voudrais vous interpellier sur le non-emploi des personnes handicapées. Le pouvoir d'achat reste plutôt faible chez les personnes qui ne peuvent pas travailler : 652 € pour vivre pendant un mois, ce n'est pas beaucoup.

Je voudrais aussi vous dire que la discrimination des personnes handicapées est l'une des plus importantes pour une demande d'emploi, par rapport à ce que vous disiez tout à l'heure sur le chômage qui risque de se créer dans notre société.

Claude VIMONT – Comme vous, je suis très préoccupé par le problème de l'emploi des handicapés. Ma réponse est la suivante : je ne crois pas que le problème de l'emploi des handicapés soit un problème de quotas obligatoires, comme on a voulu le faire il y a une trentaine d'années. Je crois qu'il dépend du regard de la société sur les handicapés ; ce regard est en train d'évoluer et je suis relativement optimiste, car je pense que nous ne voyons plus, heureusement, les handicapés comme c'était le cas avant : qu'ils restent chez eux et qu'on les voie le moins.

Ce qui est la tradition latine n'a jamais été la tradition anglo-saxonne. Nous sommes en train de nous rapprocher de l'attitude ouverte des pays anglo-saxons et de l'intégration des handicapés dans la vie sociale. Cela commence par l'école, puisque la loi de 1975, la loi nouvelle qui est en cours d'application, prévoient l'intégration d'un maximum d'enfants handicapés, éventuellement avec des auxiliaires de vie scolaire dans les écoles ; et on constate que, dans les entreprises, beaucoup plus d'handicapés sont recrutés et font carrière, y compris de cadre dirigeant.

C'est une nouveauté. Ce n'est pas assez, oui, bien sûr, mais le regard de la société française a changé et c'est un point positif.

Jacques MALLET - J'ai été frappé par le film "Entre les murs", une vision de l'école assez inquiétante. Ma question porte sur les quartiers difficiles où la situation n'est pas seulement mauvaise, mais où elle devient tout à fait explosive.

Que peut-on faire ?

Frédéric MONLOUIS-FÉLICITÉ – Je n'ai évidemment pas la réponse, mais c'est en effet extrêmement préoccupant. Après les émeutes de novembre 2005 dont tout le monde se souvient, on a lancé des plans banlieues, on a nommé des secrétaires d'État, on a fait énormément de bruit, mais, concrètement, bien évidemment, rien n'a changé. On a toujours un taux de chômage qui est le triple de celui du reste de la population française, on a toujours des discriminations à l'embauche, on ne fait toujours pas de CV anonyme, etc.

Un certain nombre d'initiatives sont prises et sont très médiatisées. Il faut médiatiser pour pouvoir changer. Ce qu'a fait Richard Descoings à Sciences-Po est très positif.

On peut débattre à l'infini sur les quotas, la discrimination positive. Personnellement, je n'y suis pas favorable. Je trouve que c'est une réponse biaisée à une bonne question, parce que, à un moment ou à un autre, quoi que l'on fasse, quelle que soit la façon dont on va le mettre en place, cela introduit une discrimi-

nation dans l'autre sens, cela crée une inégalité de fait et rompt un pacte républicain, qui a le mérite d'exister : l'égalité de chacun devant la loi et pour l'accès à diverses professions.

Les quartiers difficiles sont devenus des ghettos, ils restent ghettoïsés socialement, ethniquement, pour l'éducation et l'emploi aussi et les programmes pour que cela change vont prendre plusieurs décennies, car cela ne change pas d'un seul coup. Malheureusement, la question va être posée très clairement avec cette crise, car on va voir les jeunes de ces quartiers défavorisés devenir de plus en plus revendicatifs au fur et à mesure de la dégradation de la situation de l'emploi ; c'est une évidence.

Henri CATHERIN - Une question n'a pas été tellement évoquée : la place des syndicats.

Dans la situation actuelle, on assiste, d'un côté, à un individualisme des travailleurs et, de l'autre côté, à une hypocrisie du patronat. Comme cela a été souvent dit par des responsables à voix basse, seul un chômage suffisant peut permettre de maîtriser les crises sociales...

Claude VIMONT – Je crois qu'aucun pays, aucune société n'a intérêt à avoir un syndicalisme faible. Des syndicats faibles ou divisés sont un facteur de désunion sociale et, surtout, de mauvais résultats en définitive au sein de l'entreprise ou au sein de la nation.

Je pense que la réforme du système de représentativité syndicale qui vient d'être non seulement décidée, mais appliquée, puisqu'il y a eu les premières élections ces jours-ci avec de nouvelles méthodes, va nous sortir progressivement de la difficulté, tout au moins, je l'espère, et donner aux syndicats une légitimité qu'ils ont perdue. Bien sûr, cela va s'accompagner d'un grand remaniement syndical, mais je crois qu'il est sain en lui-même et que l'on peut espérer avoir un dialogue, sans doute avec plusieurs syndicats. Mais nous ne serons jamais dans la situation des Allemands, par exemple, cela paraît vraiment très peu probable - des syndicats relativement forts qui, de ce fait, pourront prendre des responsabilités.

J'ai beaucoup d'amitié pour François Chérèque et on a bien vu que des syndicalistes sont capables de prendre des positions courageuses. Parfois, ils les payent cher, mais, justement, une meilleure représentativité leur donnerait davantage d'assurance.

Albert KALAYDJIAN - Monsieur Claude Vimont, je voudrais vous poser une question : il y a quarante ans, à quelques semaines près, que le Président Pompidou arrivait au pouvoir. Le Président Pompidou disait à l'époque que la France ne supporterait jamais une France d'un million de chômeurs ; nous étions en plein emploi.

Nous avons connu trois millions de chômeurs, puis nous sommes redescendus ; à votre avis, à quel niveau cela va-t-il devenir insupportable pour la population française ?

Si Charles Delamare m'y autorise, je souhaiterais ajouter un petit témoignage. Hier soir, en rentrant chez moi à Saint-Ouen, je parlais avec un ouvrier des parcs et jardins de la ville ; je ne citerai pas les termes très audoniens ou séquano-dionysiens qu'il a utilisés, mais je prendrai des termes plus conformes à cette réunion de *France Forum*. On lui demande de plus en plus de gains de productivité pour un salaire égal. Cela devient complètement insupportable. Il travaille dans une commune voisine et il me dit : "Monsieur Albert, à quel moment va-t-on enfin pouvoir faire comme en Guadeloupe ?" Par ces propos, il témoigne de l'immense exaspération - et le mot est faible - de la population salariale qui n'en peut plus et qui attend, non pas le grand soir, mais que quelque chose se passe.

(Applaudissements...)

Claude VIMONT - Je vais me réfugier quelques instants derrière Alfred Sauvy, l'un de mes maîtres ! Lorsque l'on discutait autrefois de l'optimum démographique, quand nous avons fait la grande politique de population qui, d'ailleurs, a réussi après la guerre, il disait : "On cherche à savoir quel est l'optimum démographique, mais il n'y a pas de chiffres pour permettre de quantifier un optimum de ce genre."

C'est la même chose pour le seuil de révolte. Il n'y a pas de chiffres que l'on puisse donner. En revanche, il me paraît évident que les mouvements sporadiques que nous voyons actuellement dans des entreprises en difficulté résultent notamment de la politique de création d'entreprise dans des marchés du travail isolés et trop faibles. 100 ou 200 personnes qui deviennent subitement chômeurs, c'est un facteur de révolte, car il n'y a pas d'autres emplois disponibles sur place.

Il y a d'autres mouvements, dans les quartiers difficiles. Pour ma part, je ne cache pas que je suis inquiet et je pense que nous pourrions avoir, au cours du printemps, une situation assez dangereuse, si ce n'est franchement dangereuse.

Jean-Paul RIGAMBERT - Très brièvement, les derniers propos me font réagir. Je suis quinquagénaire, donc entre les deux, plus jeune et pas assez vieux !

Lorsque j'ai commencé à travailler, il y avait encore des gens qui pensaient qu'une entreprise bien gérée ne réalise pas de bénéfices et que l'on n'a pas d'économies à faire quand on peut gagner plus d'argent. C'était une question de mentalité. Aujourd'hui, je constate qu'il y a une génération de financiers formés au résultat et l'entreprise est faite pour réaliser du résultat.

Nous autres, juristes, abordons l'entreprise par son objet social, c'est-à-dire que, finalement, les moyens de l'entreprise sont des moyens pour remplir l'objet social et le résultat n'est qu'un apanage. Faut-il une révolution pour rappeler les mentalités au bon sens ou peut-on revenir au bon sens sans révolution ?

Frédéric MONLOUIS-FÉLICITÉ – Je vais tenter plus une réflexion qu'une réponse. C'est évidemment une excellente question. Comme vous, je suis frappé par la conception du bénéfice pour l'entreprise. Finalement, qu'est-ce que le bénéfice ? Est-ce un but en soi ? Est-ce l'objectif unique ? C'est effectivement ce que l'on apprend aujourd'hui dans toutes les écoles de commerce, dans toutes les business schools, dans tous les MBA : l'objectif de l'entreprise est de maximiser la valeur pour l'actionnaire. C'est la base du système tel qu'il est enseigné partout : maximiser la valeur pour l'actionnaire, cela veut dire faire croître les bénéfices.

La question qui se pose aujourd'hui est claire : est-ce que le bénéfice est l'objectif premier de l'entreprise ou est-ce tout simplement un indicateur qui valide, après coup, la pertinence d'une vision, la pertinence d'un projet ? Depuis des décennies, on a clairement répondu à cette question en choisissant le premier élément de réponse. On est aujourd'hui dans une conception du bénéfice qui pose un problème et qui est au cœur de la crise. On parlait d'avidité tout à l'heure, et c'est bien le mot-clé de la crise, l'argent étant cet aiguillon qui fait que, quand on gagne 1 M€, on se demande : "Pourquoi ne pas en gagner 2, 3, etc. ?"

Jean-Paul RIGAMBERT - La part de marché est un élément de la valeur de l'entreprise qui est complètement sous-estimé dans ce schéma.

Frédéric MONLOUIS-FÉLICITÉ – La part de marché participe aussi de l'accroissement du bénéfice et du positionnement de l'entreprise par rapport à ses concurrents. Pour moi, cela fait partie du même corpus idéologique.

Vous avez encore aujourd'hui des patrons de PME qui ne veulent pas croître et qui se disent : "J'ai une vie équilibrée, 50 ou 200 employés, tout va bien, donc pourquoi vouloir faire plus que ce que je fais aujourd'hui ?" Je ne dis pas que c'est un modèle, mais cela peut aussi faire réfléchir à la notion de croissance et à la façon dont on appréhende le bénéfice pour les entreprises.

Maurice BLIN - J'ai pris un très vif intérêt aux propos tenus ce matin et je remercie très vivement l'organisateur, Charles Delamare, qui le mérite dix fois.

Je me pose tout de même une question simple : la vie que nous allons avoir pendant de longues années - et vous l'avez fort bien dit, Monsieur Vimont - est sans

précédent et donc sans modèle. Nous n'avons jamais connu une situation comme celle que nous allons affronter aujourd'hui. Où chercher quelques lumières ?

Je pense à la Grande-Bretagne dont on n'a pas parlé ce matin et qui me paraît tout de même un exemple intéressant. D'abord, il y a longtemps, au temps de Mme Thatcher, il y a eu une formidable mise à neuf d'une Grande-Bretagne à bout de souffle. On la donnait comme perdue et définitivement perdue. Elle ne l'a pas été tout à fait, mais cela a été au prix d'une cure douloureuse et difficile. Ensuite, il y a eu M. Tony Blair, un travailliste intelligent, ouvert, novateur, qui a rendu aux services publics défaillants en Grande-Bretagne la qualité qui leur manquait et qui leur manque d'ailleurs encore aujourd'hui. Aujourd'hui, il y a M. Gordon Brown qui se trouve dans une situation imprévisible. Quand j'ai appris ce qu'il avait décidé, la façon dont il se comportait, l'éloignement qu'il prenait à l'égard des États-Unis d'Amérique, je me suis dit : "Tout à fait étrange, voilà un éloignement sur lequel on ne comptait pas." En même temps, il y a une secousse à caractère financier, bancaire et autre, énorme.

Comment la Grande-Bretagne, connue pour sa prudence, sa sagesse, sa pondération naturelle, son sens vif de l'intérêt, a-t-elle pu se retrouver ayant fait un choix qui pouvait être économiquement intelligent (les services dont on parlait tout à l'heure et le service bancaire et financier d'abord et avant tout, quitte à y sacrifier beaucoup d'autres choses) s'est-elle trouvée atteinte de plein fouet et en plein c?ur par la crise qui surgit ?

Charles DELAMARE - À qui posez-vous la question ? Il va être très difficile d'y répondre.

Maurice BLIN - Je pose la question à tout le monde, aussi bien à M. Claude Vimont qu'à notre autre orateur. Je crois qu'il faudrait regarder de plus près ce qui se fait ou ce qui se défait en Grande-Bretagne et dans quelles conditions pour tenter de trouver des lumières aux problèmes que la France va connaître.

Frédéric MONLOUIS-FÉLICITÉ – Concernant la Grande-Bretagne, personne n'ayant le monopole de l'intelligence, même les esprits les plus brillants peuvent se tromper. Il y a un effet d'aveuglement collectif qui est évident et un effet d'entraînement. Lorsque les acteurs financiers voient que quelque chose fonctionne pour faire beaucoup de profits rapidement, chacun veut le faire aussi et le répliquer à grande échelle. Effectivement, la place de Londres est une des premières places financières du monde au prix du sacrifice de la base industrielle anglaise.

Dans mon activité, j'ai la responsabilité d'une quinzaine de pays sur l'Europe, dont la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, ce qui me frappe, c'est que notre activité en Grande-

Bretagne est dans une situation très difficile, comme l'ensemble de l'économie britannique et à un degré dont nous sommes encore préservés en France. C'est le fait d'une ultra-spécialisation et d'une cécité collective des décideurs politiques et financiers.

Claude VIMONT – Nous nous complétons bien dans nos réponses, comme vous allez le voir. Je ne pense pas que la Grande-Bretagne soit un exemple, si ce n'est un mauvais exemple à l'heure actuelle. En revanche, aux États-Unis, avant même le nouveau Président dont on va voir quelle va être exactement son attitude, il y a eu une réflexion sur cette instabilité du développement économique et sur l'état de la société dans l'avenir, notamment dans le domaine des carrières professionnelles.

Je ne citerai qu'un exemple qui est proche du sujet que nous traitons. C'est l'initiative prise par un organisme que vous connaissez, si vous suivez la Bourse tous les jours, le Conference Board qui a sorti hier son indice de confiance, donc un organisme de prévisions économiques extrêmement important, fort bien dirigé et qui comporte aussi, ce que l'on sait moins, un département de Ressources Humaines non moins compétent. Il y a déjà plus de cinq ans, ils ont défini un concept nouveau qu'ils cherchent à implanter dans l'esprit des entreprises, des personnels, et de l'opinion publique qu'ils appellent le concept de *mature worker*. Cela se traduit mal, parce qu'un travailleur mur, pour nous c'est évidemment, comme un fruit qui est prêt d'être blet, alors que, pour eux, *mature*, c'est la maturité au sens noble du terme.

Ce concept de *mature worker* consiste à dire aux travailleurs en cours de carrière qu'ils doivent se remettre en question autour de la quarantaine, car ils sont au milieu de leur carrière. En France, à 40 ans, on est dans sa carrière et, à 50 ans, on se demande comment on va la terminer, je parle notamment des cadres.

Là, ce n'est pas du tout l'état d'esprit. C'est : "Il faut que vous vous disiez que, à 40 ans, vous n'avez pas d'ennui pour le moment et tant mieux pour vous, mais vous avez encore vingt ans à faire devant vous et c'est plutôt un minimum qu'un maximum, donc éventuellement vingt-cinq, voire plus. Comme le monde que vous voyez change à une rapidité bien plus forte que des rythmes de quarante ou cinquante ans, il faut que vous vous demandiez vous-mêmes comment vous allez faire." Je crois que c'est un modèle que l'on ne peut pas prendre au sens strict, mais c'est tout de même une vue d'avenir pour nous.

Bien sûr, nous entrons dans une société pour laquelle je parle de projet, de vision d'avenir, je la fonde sur une certaine analyse, mais je ne peux pas décrire cette société avec précision, j'en suis totalement incapable et, évidemment, je n'ai pas d'exemple à donner dans le monde. Un certain nombre d'entre nous dans cette salle ont à peu près le même âge et nous avons débuté après la guerre, dans les années

1950, donc au début des Trente Glorieuses, mais qui d'entre nous savait qu'il débute dans la période des Trente Glorieuses ? Personne. C'est ensuite Jean Fourastié qui a défini, avec un brio incroyable, le terme de Trente Glorieuses.

Rappelez-vous, nous étions nous-mêmes plutôt inquiets sur ce que nous allions devenir. J'étais à Sciences-Po et les débouchés de Sciences-Po n'étaient pas du tout quelque chose d'évident pour un étudiant des années 1950.

Avec Christian Blanc, sous la houlette d'Alain Lancelot, j'ai participé à un grand débat, dans les années 80, avec les élèves d'une promotion en cours. C'était une idée d'Alain Lancelot, quand il était directeur, de prendre Christian Blanc qui était président d'Air France et moi qui étais directeur d'un cycle de gestion de Ressources Humaines à Sciences-Po et de nous demander : comment avez-vous vu l'avenir vous-mêmes quand vous étiez jeunes ?

J'ai pris mon annuaire des anciens élèves de Sciences-Po pour regarder ce qu'étaient devenus mes camarades de promotion et de quelques promotions autour. J'avais calculé que 25 % d'entre eux faisaient un métier qui n'existait pas le jour où ils avaient passé leur diplôme. Par exemple, Alain de Vulpian a créé le métier d'études socio-économiques, mais, lorsqu'il est sorti de Sciences-Po, il n'avait aucune idée qu'il créerait Sociovision et qu'il lancerait en réalité tout un courant d'entreprise et de recherche.

Je pourrais donner beaucoup d'autres exemples. Je veux simplement dire que l'on peut se lancer vers un modèle nouveau sans le connaître, car on le crée, on le fait vivre et c'est après que l'on s'aperçoit que ce modèle s'est constitué d'une certaine façon.

Charles DELAMARE. - Merci beaucoup.

Une dernière question ?

UN INTERVENANT - C'est un témoignage personnel. Ma première remarque vient de camarades qui voyagent, qui reviennent en France, à Paris et qui trouvent que Paris va bien. Autrement dit, ils voient vraiment une grosse différence entre Paris, Londres, New-York et Madrid aujourd'hui. On n'a pas l'air d'être en crise, alors que, lorsque l'on circule à Madrid, à New-York ou à Londres, c'est terrifiant.

Monsieur Vimont, est-ce un effet retard ou pensez-vous que les spécificités du modèle social français font que l'on va peut-être passer entre les gouttes ?

Deuxième question pour mon ami Frédéric : pas mal d'amis m'appellent en ce moment, car c'est le dépôt des dossiers dans les universités. Ils ont des enfants qui viennent de passer le bac et ils sont aussi dans l'inquiétude, ils ne savent pas quoi

faire vis-à-vis de ce système universitaire français à double vitesse entre les grandes écoles, les bonnes universités et le reste.

Que penses-tu du système universitaire français ? Est-ce que, dans l'entreprise, tu vois une différence entre ceux qui sont formés en France, quelle que soit l'université ou la grande école, et ceux qui sont formés dans les autres pays d'Europe ?

Charles DELAMARE - "*Immensum est dicere*", disait Ovide, mais je vais passer la parole à mon voisin de gauche, car je crois que c'est à lui que cette question s'adressait.

Frédéric MONLOUIS-FÉLICITÉ – Mon expérience est un peu particulière, car j'ai la chance de travailler dans une entreprise dans laquelle il n'y a quasiment que des cadres, 95% de la masse salariale étant des cadres, des ingénieurs qui développent des programmes informatiques ou qui managent.

Ce que je vois autour de moi, ce sont des gens très bien formés, que ce soit dans l'université où l'on a vraiment des filières d'excellence ou dans les grandes écoles d'ingénieurs et les grandes écoles de commerce, Centrale, X, Supélec, etc.

Il est évident que, pour un parent et pour un étudiant, passer par la voie Prépa et grande école, dans le système français et encore pour de longues années, cela restera la voie d'excellence ou, en tout cas, identifiée comme voie d'excellence à bon ou à mauvais titre, mais cela restera le marqueur. Quand un employeur français reçoit un CV, il regarde avant tout l'école. Cela ne devrait pas être le cas, mais c'est la réalité.

Lorsque je reçois des candidats ou des stagiaires, je m'aperçois que, finalement, la différence est très faible en termes de connaissances. Quand vous prenez un diplômé de grande école de commerce ou quelqu'un qui a fait de l'économie et de la gestion en université, les connaissances sont les mêmes. Les élèves qui sortent des grandes écoles ont peut-être une capacité de travail et de concentration plus importante. Surtout, ils savaient aussi, du fait de leur milieu social et familial, que dans un pays comme la France, pour avoir un avenir meilleur, il fallait faire une Prépa, aller dans une grande école, présenter telle école plutôt que telle autre.

La différence essentielle n'est pas tant au niveau des connaissances ; elle est au niveau de la façon dont ces jeunes actifs qui arrivent dans l'entreprise en sortant d'école ou d'université sont à l'aise ou pas dans l'environnement professionnel. Cela touche vraiment au savoir-être. Je crois, malheureusement, que le savoir-être ne s'apprend pas à l'école, mais cela s'apprend dans l'environnement familial, dans les modèles que l'on voit autour de soi, par sa curiosité, son ouverture intellectuelle, son

ouverture aux autres, etc. Je comprends l'angoisse, l'inquiétude des parents et des étudiants. Je crois qu'il ne s'agit pas seulement de connaissances ou d'acquisition de compétences, mais de la façon dont on arrive le matin pour prendre à bras-le-corps des sujets que l'on nous donne et essayer de faire avancer les choses de façon ouverte dans l'entreprise.

C'est finalement la vraie différence de performance que je vois dans mes équipes, même avec des personnes qui ont peu de diplômes : la façon d'aborder le travail et le savoir-être dans l'entreprise pour pouvoir atteindre un objectif. Je vois très clairement des gens diplômés, brillants qui, malheureusement, ne donnent pas la pleine mesure de leurs capacités, parce que, tout simplement, ils se sont arrêtés le jour où ils sont entrés dans leur école.

Charles DELAMARE - Merci pour ces profondes remarques psychologiques. Merci à tous.

(Applaudissements...)

Vient de paraître

L'histoire de l'Europe 1949 - 2009

de Jean-Pierre Gouzy

Journaliste engagé, ancien président des journalistes européens, aujourd'hui vice-président de la Maison de l'Europe de Paris, Jean-Pierre Gouzy vient de publier une histoire de l'Europe de 1949 à 2009, fort utile pour tous ceux qui s'intéressent à la construction européenne.

Ce livre de 300 pages, assorti d'une chronologie et d'une bibliographie, répondra à beaucoup des questions que se posent les citoyens européens sur cette grande aventure commune, dans la perspective des élections européennes.

Jean-Pierre Gouzy est un collaborateur et un ami de France Forum.

Éditions de Paris, 78000 Versailles

A l'aube d'une société internationale universelle

par Mikhaïl LEBEDEV

« La crise actuelle, parce qu'elle est mondiale pour la première fois dans l'histoire, annonce t-elle l'aube d'une société internationale universelle ? » Cette assertion paraîtra peut-être paradoxale à beaucoup. Mais la pensée du monde apparaît seulement, lorsque la réalité a terminé son processus d'élaboration. C'est pourquoi il nous a paru intéressant, au milieu des réflexions sur notre présent de reproduire, en partie, cet article de Géopolitique africaine (n° 30). Avec tous nos remerciements à notre confrère qui nous a aimablement autorisés à reproduire cet article.

Nous vivons dans un monde en pleine mutation, un monde complexe, contradictoire, souvent difficilement prévisible... Un monde que l'on a souvent du mal à décrire selon des modèles, des schémas ou des paradigmes réduits ou réductionnistes.

Selon la théorie, il existe deux grands courants de pensée, deux grands paradigmes, deux interprétations — souvent considérés comme contradictoires — des relations internationales : le paradigme réaliste ou classique et le paradigme libéral ou transnationaliste. Le premier voit la société internationale comme système d'États souverains et indépendants à travers l'intérêt national, la puissance, la guerre ou l'équilibre ; pour le deuxième la société internationale est une communauté universelle, rassemblement des hommes, assemblage des relations individuelles et transnationales.

La vision réaliste met l'accent sur les rapports de force entre États : c'est l'équilibre par la puissance, chaque État défend son intérêt propre et cherche à accroître sa puissance ; la société internationale n'est stable que quand elle forme un système de forces qui s'équilibrent. C'est ainsi qu'émerge la coexistence des États, lesquels, forts de leur souveraineté, de leurs armées et de leur diplomatie, agissent entre eux au mieux de leurs intérêts en pratiquant l'« égoïsme intelligent ». Le paradigme réaliste comporte deux variantes : d'une part, la thèse de l'état de nature et de l'anarchie internationale, où la raison du plus fort et la guerre perpétuelle de chacun contre tous dominant les relations internationales et fixent à chaque ins-

tant les rapports entre les uns et les autres ; d'autre part, la thèse classique de l'équilibre international, du jeu de balancier entre les actions et les influences réciproques qui crée un État civil international policé, sinon paisible. L'inter-étatisme est sauvage chez les uns, ordonné chez les autres. Mais, dans les deux hypothèses, la spécificité de la société internationale est entière au regard de la société politique interne ; l'une repose sur la coexistence d'entités indépendantes, alors que l'autre est une société intégrée et hiérarchisée ; l'une connaît le libre recours à la force, alors que l'autre connaît, selon l'expression de Max Weber, le « monopole de la force organisée » aux mains de l'appareil d'État ; la société internationale est d'une nature foncièrement différente de la société interne. Dans cette perspective, on regarde les relations internationales à travers les facteurs de la puissance, les relations diplomatiques et stratégiques, les conflits internationaux. [...]

Le paradigme libéral ou transnationaliste est celui de l'existence d'une communauté internationale universelle formée entre les hommes, sujets primaires de la société internationale ; les principautés et les États jouent leur rôle et développent leurs activités, mais au même titre que les individus, les groupes, les organisations, car les hommes ont préexisté aux États et ils gardent des droits et des prérogatives fondamentaux que nulle principauté, pas même celle où ils résident, ne peut leur arracher. Les droits fondamentaux appartiennent aux hommes et pas aux États ; les hommes ont le droit d'aller et venir, de nouer entre eux les rapports qui leur conviennent, et il se crée entre eux des solidarités, des relations, des institutions vis-à-vis desquelles les États sont étrangers.

Ce second paradigme a deux dimensions, l'une plus métaphysique, fondée sur une vision universaliste du genre humain et de l'homme, l'autre plus pratique, fondée sur l'importance prise par les relations économiques, commerciales et culturelles au regard des relations diplomatiques. Dans cette seconde dimension, la société internationale est perçue, pour l'essentiel, comme l'ensemble des rapports économiques, sociaux, culturels, idéologiques et politiques noués entre les hommes, par-delà les frontières et les diplomaties. Le commerçant, le voyageur, l'artiste, le navigateur, l'industriel créent alors un tissu « transnational » qui sert de toile de fond à la société internationale. Les droits de l'homme, la société transnationale, le mondialisme seront les maîtres mots qui caractériseront ce second paradigme. Il n'y a pas de séparation entre les sociétés, mais un champ continu, une seule société d'un bout à l'autre de l'univers. [...]

À la vision réaliste des relations internationales, les libéraux opposent l'interdépendance et la « solidarité internationale ». Trois facteurs concourent au rapprochement entre les peuples : la démocratie, le commerce et l'institutionnalisation de la société internationale.

Dans une perspective idéaliste que l'on qualifie souvent de « kantienne », le monde ne connaîtrait pas la guerre s'il n'était composé que de démocraties. Si les individus entretiennent des relations pacifiées à l'intérieur des États, pourquoi les États entretiendraient-ils des relations conflictuelles au sein de la société internationale ? Les libéraux fondent essentiellement leurs espoirs sur l'effet pacificateur du commerce, le développement des échanges, dont doivent découler le progrès économique et technique et la solidarité entre les États.

Pérennité de la puissance et du jeu des forces

La mondialisation semble devenir après la chute du Mur la seule grille d'analyse des relations internationales contemporaines. Les conflits d'intérêts n'ont pas disparu, comme le prouvent les « guerres commerciales » que se livrent les grandes puissances commerciales (États-Unis, Japon, Europe, Chine), mais ils sont gérés sur un mode coopératif puisque les règles du commerce international en sont jusqu'à présent sorties toujours plus libéralisées. Si la guerre n'a pas disparu en ce début du III^e Millénaire (l'ONU estime même que depuis 1945 une centaine de conflits majeurs ont fait 20 millions de morts), la guerre entre puissances a été non seulement évitée mais est devenue improbable. [...]

Les facteurs de puissance ont changé dans le monde contemporain. Le territoire semble avoir perdu en signification comme facteur majeur de puissance. Autrefois, le territoire était source de richesse. Dans un monde de plus en plus ouvert et mobile, il est devenu superflu pour un pays de posséder de vastes étendues pourvoyeuses de produits agricoles et de matières premières. Malgré son immensité l'URSS n'a pas évité l'effondrement, alors que l'Allemagne et le Japon ont bâti, après la guerre, des économies puissantes sur des territoires rétrécis. L'accès à la mer n'est plus un facteur décisif. Pourtant, l'économie mondiale n'est pas pour autant supraterritoriale dans la mesure où elle reste à la base une économie matérialisée. Les usines, la main-d'œuvre, les transports relèvent tous de la contrainte physique. Un des grands enjeux de la mondialisation est de maintenir la compétitivité du territoire. Un territoire riche et vaste restera toujours un atout. En résumé, le territoire n'est pas une variable mais une constante de l'équation de la puissance. Sans territoire un pays n'est rien ; un grand territoire ne lui garantit pas la puissance.

La démographie, quant à elle, est aussi un facteur relatif ; c'est la conjugaison du chiffre de la population et du niveau de développement qui compte. Pourtant, la démographie reste un facteur de puissance. Par exemple, les pays industrialisés sont confrontés par le phénomène de vieillissement démographique qui risque de créer de sérieux problèmes socio-économiques voire entraîner un affaiblissement économique, surtout si la croissance n'est pas suffisante pour permettre aux actifs moins nombreux de supporter le poids croissant des retraités.

La richesse économique reste un facteur décisif. Le développement industriel et technologique est un facteur relatif car il se mesure par l'avance que possède un pays sur un autre. Pourtant, la science et la haute technologie, l'informatique et le positionnement dans le monde virtuel, les nouvelles technologies de l'information et de la communication deviennent de plus en plus un facteur fondamental. C'est le domaine où les États-Unis restent, pour l'instant, un leader incontestable. [...]

La pénible naissance d'une société internationale universelle

Le 11 septembre a relancé le débat sur la nature du nouveau système international entre les réalistes et les libéraux. S'entrecroisaient, notamment, d'un côté, la réflexion réaliste d'Henry Kissinger sur le retour à un monde classique d'États-nations et la prophétie réaliste de Samuel Huntington sur le « choc des civilisations » ; de l'autre côté, l'annonce libérale, par Francis Fukuyama, du triomphe du modèle démocrate, de la fin des grands affrontements historiques et de l'entrée dans une société internationale apaisée.

Qui a raison ? Au bout du compte il semble que ni les uns, ni les autres... mais les deux à la fois. Le monde n'évolue que dans une conjugaison dialectique des deux tendances. Il bascule de l'un à l'autre... Parfois on voit un monde basé sur l'antagonisme, la puissance, l'équilibre de forces, parfois un monde plus harmonieux et synergétique qui progresse vers l'intégration et l'unité ultime du genre humain dans l'État universel annoncé par Kant.

L'établissement des cités, des principautés, puis des États-nations est un processus vieux de plus de deux mille ans, alors que l'établissement de rapports réguliers entre les États est relativement récent, puisqu'il remonte à la Renaissance et aux Temps modernes. Il n'y a de société internationale que depuis trois siècles, et elle est depuis lors restée dans les convulsions de son enfantement, pour n'atteindre le stade de l'universalité que ces toutes dernières années.

Nous sommes seulement à l'aube de la société internationale universelle et multidimensionnelle...

Mikhaïl LEBEDEV

Du nationalisme à l'humanisme

(Article paru dans le n° 16 de mai 1959)

par Etienne BORNE

Lorsque Charles de Gaulle n'était pas encore le Général de Gaulle, les livres qu'il lui arrivait d'écrire comme pour distraire l'impatience des années d'attente et d'apprentissage portaient la marque non seulement du patriotisme mais aussi du nationalisme. Un écrivain, familier de la formule et du raccourci synthétique y vivifiait, par la piété du souvenir, la totalité du passé français ; il y célébrait les croisés aussi bien que les soldats de l'an II ; il n'y choisissait pas entre le régimes ; les monarchies et les empires, les révolutions et les républiques lui paraissaient participer à la même et indivisible grandeur, puisque au long de tant de vicissitudes, il y eut toujours un honneur du drapeau et un prestige des armes. Telle était la manière qu'avait Charles de Gaulle de dissoudre, d'absoudre et de résoudre les contradictions de notre histoire. Que le recours au critère national soit la solution nécessaire et suffisante de tous les problèmes politiques, cette formule pourrait, en effet, passer pour la définition du plus exact et du plus pur nationalisme.

Tout se passe aujourd'hui comme si le général de Gaulle découvrait une nouvelle philosophie de l'histoire et comme si le déclin de l'âge coïncidait chez lui avec une promotion de la pensée. Le seul combat qui comptait pour lui a été longtemps celui de la France et dans sa conférence de presse du 25 mars dernier, le même général de Gaulle s'écriait : « E notre temps la seule question qui vaille est celle de l'homme », et il évoquait le grand défi que le siècle lance à notre espèce, la condition dramatiquement misérable des deux tiers de l'humanité, ces multitudes que les peuples disposant « des sources et des ressources de la civilisation » devraient avoir l'ambition d'aider à accomplir vers le plus humain. Le jeune de Gaulle parlait avec une complaisance exclusive de l'orgueil des armes et de la fierté française et voici que de Gaulle vieillissant montre un souci neuf de politique mondiale et d'unité humaine. Jadis il s'exprimait comme Barrès. Aujourd'hui, il parle comme Teilhard de Chardin. Du nationalisme il est passé à l'humanisme.

L'itinéraire est à l'inverse de celui que parcourent la plupart des hommes, et même et souvent les illustres de la politique et des lettres : au début l'impatience des limites, le goût de l'universel, le culte de quelque vaste espérance et puis, plus tard, l'adhésion à un destin plus étroit, le sens du particulier, la sensibilité plus vive

au prochain qu'au lointain. Le mouvement n'est pas toujours de retombée ou de dégradation, lorsque par exemple un Péguy commence par le socialisme utopique, les professions de foi dans la République universelle pour finir par où Charles de Gaulle a commencé, la conviction que le spirituel « couche dans le lit de camp du temporel », la piété et la préférence pour la patrie charnelle.

Charles Péguy et Charles de Gaulle ont eu chacun leur saison nationaliste qui n'a pas été sans injustices ni erreurs, la polémique forcenée contre Jaurès chez l'un, l'apologie, chez l'autre, de la dureté, de la ruse, de la raison d'Etat pourvu qu'elles servent efficacement la Nation et non la volonté de puissance du chef. Mais pour Péguy comme pour de Gaulle, un nationalisme capable d'honorer également la mystique de Jeanne d'Arc et l'esprit de 1789 n'était pas sans possibilités, nostalgies ou espérances humanistes.

Au 13 mai dernier, il était permis de se demander si le général de Gaulle, hissé aux approches du pouvoir par une poussée factieuse, n'allait pas être victime de sa propre mythologie nationaliste, ou pire s'il ne se laissait pas imposer une figure qui faisait plus songer au duc de Guise qu'à Henri IV, tant il s'était enveloppé d'une dangereuse tactique d'ambiguïté et de secret. Puisque le général de Gaulle ne saurait parler pour ne rien dire, la mutation brusque qui s'est opérée en lui est la chance du nouveau système – à condition que le général ne soit pas incapable de convertir la moitié de son gouvernement et les trois quarts de sa majorité.

France Forum – n° 16 – mai 1959

Le dictionnaire du sens interdit

par André LE GALL

SOUVENIR. René Foch et René Pucheu : un an déjà ! Quatre ans qu'Henri Bourbon nous a quittés ! Foch et Pucheu faisaient partie des quelques fidèles qui s'étaient attachés à perpétuer l'antique tradition fondée par Etienne Borne et Henri Bourbon, des déjeuners hebdomadaires des collaborateurs de *France-Forum*. Avec eux, on était assuré que la conversation ne s'enliserait pas dans les clichés communs. Entre autres talents, René Pucheu avait celui d'être un décrypteur de journaux et de périodiques. Analyste pénétrant des bruisantes et bourdonnantes rumeurs médiatiques au sein desquelles nous sommes comme immergés, René Pucheu avait l'art des revues de presse passionnantes. La spécialité de René Foch était de discerner, par-delà les apparences, les enjeux fondamentaux des antagonismes que l'actualité proposait à sa sagacité. Sous sa plume il y avait toujours quelque chose d'essentiel, souvent d'enfoui, à découvrir. Avec eux deux, les propos, partant du présent le plus immédiat, se projetaient spontanément dans un passé parfois lointain, brusques retours en arrière qui étendaient le champ de vision aux dimensions du XX^e siècle, mais sans complaisance autobiographique. Lorsque René Foch venait à évoquer ses pérégrinations pour rejoindre l'Armée d'Afrique durant la guerre, c'était comme par inadvertance. L'intérêt que l'un et l'autre manifestaient pour le monde où ils vivaient faisait que le temps des échanges semblait court, le temps se renouvelant au fil des semaines, et chacun se réjouissant de ce renouvellement. Requiescant in pace.

FARCES ET ATTRAPES. Déjà, en 2005, Jean-Paul Sartre avait été privé de sa très existentialiste cigarette. Pour Jacques Tati on a fait mieux : la scandaleuse pipe de M. Hulot a été remplacée par une espèce de moulin à vent d'un jaune à faire pleurer tant il exprime dérisoirement la pâle médiocrité du temps. Montage volontaire paraît-il pour faire apparaître l'absurdité du dispositif légal. Soit. Parallèlement, et nouveau bond significatif dans le grotesque, le Parlement belge s'est réuni pour voter gravement une résolution condamnant *les propos inacceptables du pape lors de son voyage en Afrique*, cette formulation résultant d'une négociation entre les différents partis politiques. Cette histoire belge confirme bien que la bêtise elle-même est capable de progrès. La tartuferie aussi. L'adoption, le 21 avril 2009, par l'ONU, à Genève (Durban II), d'une déclaration contre le racisme mérite un instant d'attention. Ce que l'on vise ici ce n'est pas le texte de la déclaration mais la liste des pays qui sont réputés l'avoir adoptée par acclamations : Etats à parti unique, peuples à dictateur unique, dictatures à têtes multiples, pays à charia etc. ample inventaire de nations dont un certain nombre certes dotées de régimes honorables, mais aux côtés desquelles on relève plusieurs autres dont les systèmes de gouvernement sont parmi les pires de ceux qui accablent l'espèce humaine. Les droits de l'homme ! Comme l'indignation expose à l'apoplexie, mieux vaut, lecteur, éclater d'un rire énorme, irrépressible, un rire cosmique, thérapeutique, libérateur.

André LE GALL

Notes de lecture

Ionesco

d'André Le Gall

Plongez sans hésitation dans ce gros livre de 624 pages ; c'est un océan biographique : au sens littéraire, puisqu'il s'agit d'investiguer l'œuvre d'un écrivain, mais aussi au sens écologique, l'écrivain en question étant, d'un bout à l'autre de son œuvre et de sa vie personnelle, un homme infiniment vivant en son temps, infiniment sensible à tous les événements qui ont marqué son époque, de 1909 (à Slatina, Roumanie) à 1994 (à Paris), c'est-à-dire un siècle qu'à son étrange manière, ce puissant original a observé, décrit, scruté, sur toutes les couvertures, retourné comme un gant, impitoyablement démystifié, tel un médecin légiste à l'institut médico-...légal ! Et c'est ce qu'a fait, en grand spécialiste des grands classiques français (Corneille, Pascal, Racine), notre ami André Le Gall, metteur en scène, selon les termes mêmes, et en sous-titre, d'*Eugène Ionesco*, « d'un *existant spécial* en son œuvre et en son temps ».

Non pas anti-Roumain, quoi qu'il ait eu à souffrir de son pays natal et d'un père qui avait été membre « de la Garde de fer, très nazi », Ionesco s'est voulu, expressément, français. L'Histoire, à travers tout le XX^{ème} siècle, a conduit bien d'autres Roumains vers la France, où ils s'illustrèrent non seulement en littérature (princesse Bibesco, Cioran, Eliade) mais aussi en musique (Dinu Lipati, Georges Enesco, mon voisin de Sèvres, et son disciple Yehudi Menuhin) au théâtre (Elvire Popesco), en sculpture (Brancusi). On mesure mal, aujourd'hui, la spontanéité des choix que faisaient des milliers de Roumains que les malheurs de leur pays poussaient à s'exiler : la France était pour eux, avant tout, la patrie de la liberté – une patrie

libératrice, d'ailleurs, en 1918, lorsqu'à la chute des Empires centraux, l'Armée française d'Orient, sous Franchet d'Espèrey, partie de Salonique, franchit le Vardar, occupa la Bulgarie, traversa le Danube, fut chaleureusement accueillie à Bucarest et ne s'arrêta guère qu'à la frontière de l'Ukraine à peine soviétisée (mon père en était). Aussi bien la « bonne société » roumaine d'avant 14 parlait-elle français, jusqu'à penser en français. De nos jours, non seulement la Roumanie fait officiellement partie des pays ayant le français en partage, membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie, mais j'atteste qu'à Bucarest, à Cluj, à Constantza, le visiteur français trouve aisément son chemin grâce à de souriants francophones, au hasard des rues, des gares, des boutiques. La plus grande librairie de la capitale dispose d'un incroyable département d'antiquariat français, riche de millions d'ouvrages introuvables chez nous, et même de décorations et d'uniformes de nos régiments...

Le jeune Ionesco n'a que deux ans lorsque ses parents débarquent à Paris, sa mère étant d'origine française, et son père préparant une thèse de droit en Sorbonne. Ce père retournera en Roumanie en août 1916, laissant les siens en France. Du coup, Eugène, lorsqu'il rejoint son père en 1922-23, se sent plus français que roumain, doit réapprendre le roumain, et, surtout, se sent « en exil » dans son pays natal. L'adolescence roumaine est d'autant plus douloureuse que son père divorcé, s'est remarié, fait une brillante carrière opportuniste, insupportablement cynique et violent.

Le détestable conformisme d'un père haut fonctionnaire servile et hautain, la douloureuse passivité de la mère abandonnée, prématurément

vieillie, telles sont les bases du débat intérieur premier, à quoi viennent s'ajouter les événements des années 20 et 30 en Roumanie, le don et le talent d'écrire (à commencer par son journal), la chance d'un regard ironique, implacable, sur les médiocrités de la comédie humaine de ces temps-là. Et l'irrésistible nostalgie de la France, patrie maternelle, et le dégoût d'une Roumanie paranoïzifiée par la Garde de fer. Jeune marié, Ionesco trouve le prétexte d'une thèse en Sorbonne, et d'une bourse du gouvernement français, pour retrouver la France en 1938. Eugène et Rodica se retrouvent alors dans le milieu cosmopolite des montparnos, « fraternité cosmopolite où abondent les intellectuels réfugiés de l'Est européen ». André Le Gall souligne que, tout en se situant « à gauche », contre tout fascisme, Ionesco se réfère au personnalisme d'Emmanuel Mounier, à la philosophie de Maritain et de Gabriel Marcel, « par l'intermédiaire d'Esprit ».

1941 : « Quelle idée stupide nous avons eue de quitter la France. Nous aurions dû y rester, même s'il y avait l'occupation ». Juin 42 : « Mercredi, je serai en France, à Lyon ». Le miracle de ce retour ? Un emploi à Vichy, au sein de la légation roumaine ! Joli tour de passe-passe : Ionesco s'est débrouillé avec des amis pour avoir passeports et visas lui permettant, sous couleur de servir la Roumanie d'Antonescu, de « s'évader dans l'uniforme du gardien » en compagnie de sa femme. Cela lui sera, naturellement, reproché, ce à quoi il répondra qu'allergique à quelque forme de totalitarisme que ce soit, il avait bien le droit de s'en éloigner par la ruse, et d'ailleurs en contact avec les milieux intellectuels démocrates tant roumains que français.

Il ne retournera pas en Roumanie après la guerre, une Roumanie « nouvelle » toujours nationaliste mais surtout communiste, qui d'ailleurs le condamne pour avoir été diplomate sous la dictature précédente.

Double exil : « Français en Roumanie, Roumain en France ». Doublement antinationnaliste. Doublement humaniste, donc, agent double de l'humanité contre toute oppression, tout racisme, toute aliénation.

Et quand on n'est « bon qu'à écrire », comment ne pas traduire en direct, tout droit sorti de ses tripes, de ses contradictions perpétuelles, de son constat de duplicité en quelque sorte naturelle – celle de la condition humaine de la personne, et des personnes entre elles, quand on est un témoin aussi sismographique de la vulcanologie aussi évidente qu'imprévisible de la société humaine, où dégorger sa désespérance d'homme conscient et de sa solitude, et de sa solidarité ? Alors, cela donne une œuvre sans pareille, celle d'un esprit supraconscient de la difficulté d'être, d'aimer, de croire.

André Le Gall a bien choisi la photo de couverture de son admirable étude, inégalable travail d'érudition, éclairée par une évidente amitié pour « Eugène ». Ionesco, l'œil en coin, rigolard, y incarne la joie facétieuse, triomphante, pétillante, d'un grand clown en pleine création d'un bon mot, d'une bonne blague, d'une bonne scène hilarante, dont son théâtre est plein.

L'Académie Française avait rudement bien fait d'élire ce joyeux drille déroutant, touché par la grâce au point d'écrire le livret d'un opéra sur le martyr de Maximilien Kolbe.

Grande biographie, en effet, du grand Ionesco. Que l'on pourrait tout aussi bien appeler Lionesco.

Jean-Marie DAILLET

Ionesco, mise en scène d'un *existant spécial* en son œuvre et en son temps, éd. Flammarion, Grandes Biographies, 25 €.

2029 ou comment j'ai traversé trois siècles en cent ans

de Jean Boissonnat

Daté symboliquement de 2029, le livre-mémoires de Jean Boissonnat – né en 1929 – a un titre surprenant : « Comment j'ai traversé trois siècles », (disons trois époques) : un siècle de chaos, de crise et de guerre, puis un siècle de reconstruction et d'expansion, enfin, un siècle de contradictions planétaires qui pourraient s'achever en apocalypse.

A travers les différents épisodes de sa vie, ses expériences, ses réflexions et ses convictions de journalistes, d'humaniste et de « croyant », c'est un grand morceau de notre histoire qui se trouve là décrit, analysé, commenté de la manière la plus vivante et intéressante. Fils d'ouvrier modeste, parvenu grâce à son travail et à son talent à pénétrer dans l'enceinte bourgeoise de « Sciences-Po » où il a bien réussi, il est devenu un grand journaliste à *La Croix*, à *Ouest-France* puis a créé en 1967, avec Jean-Louis Servan-Schreiber un nouveau magazine économique *L'Expansion*. Sa carrière d'éditorialiste s'est poursuivie pendant vingt ans, tous les matins, sur *Europe 1*.

Sa compétence, son objectivité, sa clarté d'esprit, l'ont fait choisir en 1974 comme arbitre du grand débat télévisé entre VGE et Mitterrand. Plus tard sa connaissance de l'économie et des problèmes de la construction européenne, dont il a été un militant actif dans le sillage de Jean Monnet, le fera nommer membre du Conseil de la politique monétaire.

Mais Jean Boissonnat, nous le savons bien, ne s'est jamais cantonné dans l'analyse et les commentaires relatifs à l'économie. Il n'a jamais en effet dissocié l'économie du service de l'homme dans toutes ses dimensions matérielles et spirituelles. Il est significatif qu'un philosophe et

savant ait tenu dans sa vie, comme dans son livre, une place si importante : le père Teilhard de Chardin, grand jésuite, longtemps suspect aux yeux de l'Eglise. Dans son esprit, la science et la foi se trouvent réconciliées au sein d'une évolution ascendante de tout l'univers sous l'attraction d'une pensée divine.

Militant de la JEC et du christianisme social, Jean Boissonnat a été élu à la présidence des Semaines sociales de France, dont avec Michel Camdessus il a été le principal animateur. On retrouvera dans son livre sa lettre ouverte de 1999 à un jeune chrétien, lettre qui n'a rien perdu de son actualité. Ce beau texte mérite aujourd'hui d'être relu et médité.

Après Teilhard de Chardin c'est le philosophe René Girard qui a nourri ses réflexions sur les nouvelles formes de la violence, non seulement entre les hommes, mais entre l'humanité et la nature.

Dans son livre les grands problèmes de l'économie mondiale, qu'il connaît bien, se trouvent analysés avec une lucidité sans complaisance. Ils font apparaître, de la manière la plus évidente, la nécessité d'une Europe solidement organisée, forte et rayonnante, dont les institutions – définies par Jacques Delors comme une « Fédération d'Etats nationaux » - pourraient servir de modèle pour une meilleure « gouvernance » mondiale. Encore faut-il, bien sûr, que l'Europe elle-même soit à la hauteur de son rôle et de ses responsabilités. Elle ne semble pas en prendre le chemin actuellement.

Les grands problèmes de l'Allemagne et de l'Europe, du communisme et de la liberté, du Bien et du Mal, se trouvent, symboliquement évoqués dans de grands dialogues imaginaires entre Kohl et Hitler, entre Jean-Paul II et Staline, entre Dieu et Satan : présentation théâtrale qui évite les débats abstraits.

Le livre est riche d'informations souvent inédites et de réflexions toujours bien informées sur des questions majeures, trop oubliées, par exemple les problèmes démographiques. En ce domaine les études les plus récentes donnent des résultats parfois surprenants, par exemple le grave déclin de l'Europe, le vieillissement de l'Allemagne et l'essor de la population française, qui égalera et dépassera sans doute celle de l'Allemagne à l'horizon du milieu du siècle. Toutes les informations réunies dans ce livre mettent en lumière la nécessité d'une mondialisation mieux maîtrisée.

Dans cet horizon à long terme, Jean Boissonnat estime que le grand débat du nouveau siècle sera celui de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Il ne faut pas, ajoute-t-il, vouloir le trancher trop vite car les opinions publiques n'y sont pas prêtes et les évolutions en cours sont inachevées. Le problème de nos relations avec l'Islam est et sera de plus en plus un problème majeur pour nous et pour le monde. Candidate à l'entrée dans l'Union, la Turquie est un pays de culture musulmane aujourd'hui laïcisé. N'aurions-nous pas intérêt à préparer un mariage inédit entre une Europe aux racines chrétiennes et l'héritier de l'Empire ottoman, adversaire comme nous, du terrorisme islamique ?

On peut bien sûr répondre à cette suggestion qu'un partenariat solide, économique et politique, entre l'Union européenne et la Turquie serait, pour l'avenir prévisible, la réponse la plus appropriée à cet impératif. En tout cas Jean Boissonnat ouvre en la matière une perspective à laquelle il nous faut réfléchir.

Je ne puis rendre compte brièvement d'un livre aussi riche d'informations et de perspectives. Au moins voudrais-je inciter tous nos amis à le lire.

Dans un de ses éditoriaux de la *Lettre des Semaines sociales*, Jérôme Vignon, leur actuel Président, s'interrogeait : « Faut-il encore des

chrétiens sociaux ? » Le livre de Jean Boissonnat nous donne clairement la réponse à cette question : Oui, plus que jamais.

Je laisserai avec Jean Boissonnat le dernier mot à la musique, qu'il aime profondément, fidèle habitué du Festival de Salzbourg : Après l'évocation d'un nouveau chaos surgit la lumière de la Création qu'Haydn a magnifiquement exprimée. « A écouter seul, nous dit Jean Boissonnat, dans le silence comme une prière ».

Jacques MALLET

Salvator-Diffusion - 18 €.

Abus de pouvoir de François Bayrou

Le succès de librairie du livre et la notoriété de son auteur - qui n'en est pas à son coup d'essai - ont obligé les médias à traiter le « sujet ». De quelle manière ! En évitant d'aborder le fond comme si c'était devenu un crime de lèse-majesté de dire ce que l'on pense de l'hôte de l'Elysée. Cela n'aura pas surpris le lecteur ni l'auteur, tant se trouve confirmé ce qu'il dénonce : leur « mise sous influence », voire leur asservissement. Les réactions des adversaires politiques - non seulement ceux qui suivent Nicolas Sarkozy mais aussi ceux qui s'y opposent ! - montrent également la difficulté d'ouvrir un vrai débat démocratique actuellement dans notre pays.

Pour les uns, en effet, il s'agit d'un « coup » médiatique d'un homme qui entend se « placer » dans la course présidentielle en publiant un « pamphlet » dont on ne saura rien sinon, pour les plus bienveillants, qu'il est bien écrit, pour les autres que cela relève de l'opposition systématique. Du côté des « politiques », les commentaires sont

encore plus acerbes, à droite comme à gauche, certains allant même jusqu'à lui reprocher de « confisquer » le débat de la campagne des européennes !

Et si l'on commençait, écartant les branchages de la polémique, à prendre ce livre pour ce qu'il est : un cri d'alarme, un appel au réveil des citoyens devant un plan déjà bien avancé de mainmise sur le pays et à examiner les faits analysés par l'auteur qui ose affirmer que la France est actuellement victime d'un « Abus de Pouvoir » au nom d'une doctrine néo-conservatrice fondée sur le culte de l'argent, où l'égalité est fustigée et les inégalités croissantes acceptées, rompant ainsi avec la tradition française, tournant même le dos à quinze siècles d'une histoire que semble ne pas connaître le chef de l'Etat.

A l'appui de sa démonstration, François Bayrou, qui entend « planter les pilotis de la résistance nécessaire », analyse, exemples à l'appui, le comportement de l'hyper-président, en une douzaine de chapitres écrits d'une plume alerte, ironique, impitoyable, à la manière du Pascal des Provinciales ou de Voltaire, sans jamais tomber dans la basse polémique. Une autopsie minutieuse, à la seule différence que le sujet est bien vivant et maître du pouvoir.

En fait, il y a plusieurs entrées à ce livre, ce qui lui donne toute sa consistance : l'auteur d'abord qui ne cache pas son parcours et s'en explique, ni les sources de son engagement -de Péguy à Marc Sangnier -, ni sa fidélité à un humanisme qui doit beaucoup à Jacques Maritain lequel repoussait à la fois le marxisme et le libéralisme bourgeois ; les dossiers proprement dits qu'il s'agisse de l'affaire Tapie sans doute pas terminée, des scandales Natixis-Pérol, des intrigues qui ne font que commencer autour d'Areva ou du bouclier fiscal.

Le ton devient plus grave pour traiter de la colonisation des médias (ce chapitre mériterait un « tiré à part » afin d'être mis entre les mains des citoyens souvent inconscients des dangers qui les menacent et que résume si bien cette citation d'Hannah Arendt : « La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat »), ou de la politique étrangère avec le retour dans le commandement intégré de l'OTAN qui met à nouveau la France en situation de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis.

On me permettra à ce sujet de rappeler un souvenir gravé dans ma mémoire. Invité avec d'autres jeunes dirigeants politiques des pays membres de l'OTAN à un voyage d'information à travers les Etats-Unis, je me suis retrouvé un jour à la base militaire de Norfolk, siège du commandement de l'Atlantique-nord. C'était en 1963, peu de temps après l'assassinat de Kennedy et l'affaire des fusées russes à Cuba. J'interrogeais un officier français déjà en poste à ce moment-là : « Le jour où l'alerte a été donnée, me dit-il, tous les officiers étrangers ont été mis à la porte, interdits de séjour. La base est devenue purement américaine. ». Ceci ne suffisait-il pas à justifier la décision du général de Gaulle et ses raisons ne restent-elles pas valables aujourd'hui encore, d'autant plus que ce retour non négocié met pratiquement fin à tout espoir d'une défense européenne.

La personnalité du Président est épinglée de manière saisissante sous les traits de « l'enfant barbare », par référence à une pièce fameuse d'Henry de Montherlant mais aussi à l'Ecclésiaste et son comportement condamné pour son mépris des « piliers culturels et moraux » de la nation avec cette soirée de la victoire, si révélatrice, au Fouquet's, la « scène primale » du nouveau régime.

Mais le plus intéressant, le plus nouveau, c'est qu'en se dressant d'un seul bloc contre la dérive d'un régime, en rupture avec l'exercice du pouvoir pratiqué par les cinq prédécesseurs de l'actuel président, auxquels est rendu un hommage qui ne surprendra pas ceux qui le connaissent bien, François Bayrou n'hésite pas à se présenter comme l'Opposé, autant que l'Opposant.

Reprenant une formule de Georges Bidault, - « républicain modéré mais pas modérément républicain », il apparaît comme un homme du terroir, enraciné, un patriote qui aime son pays et son histoire, qui est « peuple ». Du fait de sa naissance au pied des Pyrénées, - « vérité en deça, erreur au delà » -, il regarde vers l'intérieur, plus proche en cela de Péguy qu'il cite à plusieurs reprises que de Robert Schuman, curieusement oublié, qui était lui un « homme des frontières » car natif de Lorraine et les considérant comme des lieux de rencontre et de réconciliation.

Face à une mondialisation économique et financière, se dresse ici non pas le chef d'un parti mais un homme de la France profonde, fidèle à une idéologie républicaine humaniste et universaliste née au début du siècle dernier et diffusée dans toutes les écoles alors que l'on préparait la revanche contre les allemands, une France qui porterait un modèle unique de civilisation opposé notamment à celui des anglo-saxons. D'où ces accents très gaulliens - « Il est vain et dangereux de vouloir de force faire de la France autre chose que la France » - pour rappeler qu'elle a toujours lutté contre les Empires, de Vercingétorix à 1914, voire « si on était intelligent et si on avait le temps » contre son propre empire colonial, dossier toujours brûlant s'il en est. Il n'est pas étonnant que de ce point de vue l'Europe apparaisse d'abord, pour lui, comme « notre voie d'accès à l'influence dans le monde » pour diffuser « notre modèle ».

Ceci explique peut-être un regard bien indulgent sur notre pré carré, lorsqu'il s'agit, par exemple, de l'Université pourtant de moins en moins admirée à l'étranger. Ce « Touche pas à mon Université » avec ses diplômés qui devraient rester les mêmes avec la même valeur « où que l'on se trouvât sur le territoire national » surprend quelque peu. Il s'expliquait sans doute à une époque où les universités étaient peu nombreuses et peu fréquentées (en 1950, les étudiants en première année de droit à Paris tenaient tous dans un petit amphî au Panthéon !) mais n'a plus guère de sens au temps de l'explosion scolaire (plus d'un demi-million de bacheliers par an).

François Bayrou se livre donc ici tel qu'en lui-même. Courageusement. Porteur d'une certaine idée de la France, il continuera de la défendre en toute clarté et offre à la fin de son livre l'esquisse d'une Présidence apaisée et démocratique où le Président préside, le gouvernement gouverne, le Parlement représente la nation, la justice redevient indépendante et les médias conquièrent leur autonomie, un contre-projet républicain « démocratique, laïque et social » face à ce qui se fait présentement.

Jean-Pierre PRÉVOST

Ed. Plon, 18,90 €.

Léon Gambetta
La patrie et la République
de Jean-Marie Mayeur

Je me rappellerai toujours ces mots qu'un démocrate très convaincu prononça, les larmes aux yeux, le jour de la mort de Gambetta : nous n'avons plus personne à aimer en politique ». C'est en ces termes qu'Emile Boutmy, fondateur, au lendemain de la

défaite de 1870, de l'Ecole des Sciences Politiques rappela la mémoire du grand républicain. Singulier destin que celui de Léon Gambetta : 44 brèves années d'une courte existence politique qui le vit traverser une époque fertile en bouleversements : les deux révolutions de Février et Juin 1848, le Second Empire et le retour au pouvoir des Bonaparte, la naissance du socialisme, la montée du marxisme, le désastre de Sedan, la restauration avortée du monarchisme.

Face à tout cela, il fut comme un roc, l'homme de la République envers et contre tout, sa parole respectée par tous, son gladiateur indompté par personne. Et pour cela, il fut jaloué par beaucoup. Sa vie fut pourtant un exemple d'ascension républicaine. Son père était un fils de cette Italie si attachante et si généreuse d'idées en ce 19^{ème} siècle qui n'en manquait pas. Il tenait à Cahors un commerce de faïence et d'épicerie et fit un beau mariage comme l'époque le voulait. Lorsque son fils Léon naquit en 1838, il voulut pour lui le meilleur. Le meilleur, ce furent les prestigieuses études du droit et la robe d'avocat : défendre la veuve et l'orphelin, se mesurer aux plus grands orateurs, donner au verbe le tranchant d'une épée. Gambetta était déjà « un français de sang mêlé » et en avait toutes les ambitions.

Durant ses études au petit séminaire, ce qui fut loin d'être une réussite, il devient représentatif de la jeune génération républicaine des années 1860 qui met sa foi dans la raison, la science et le progrès et considère que les religions expriment les sentiments de temps dépassés. Pour longtemps et par sa faute, République et catholicisme ne firent pas bon ménage alors qu'il y avait eu 1848 et Buchez, le premier président catholique de l'Assemblée Constituante, le penseur du socialisme chrétien et le précurseur de la démocratie chrétienne. Mais le jeune Gambetta avait déjà à 10 ans ses propres idées politiques : il préférerait Cavaignac, le général républicain, élu du Lot, chef du pouvoir exécutif en juin 1848, l'hom-

me de la répression des révoltes ouvrières à Louis Napoléon Bonaparte, l'auteur de « L'Extinction du paupérisme » qui comprenait, lui, la révolte ouvrière. Son commentaire de la première élection présidentielle au suffrage universel jusque-là jamais organisée en France était édifiant : « Il paraît que Napoléon est nommé, quoiqu'il soit bête comme une autruche et qu'il parle un français prussien, hottentot, hongrois ». Tout est dit et émit à 10 ans.

Bachelier, Gambetta va vivre à Paris dans le 5^{ème} arrondissement, rue de la Sorbonne, rue Malebranche la vie pauvre et joyeuse d'un étudiant. Le Paris de l'argent facile, de la Cour Impériale, des Morny et Rothschild, des courtisanes parisiennes et des misères chassées au-delà de ses remparts dans ce qui deviendra la banlieue populaire. Il en recueillera un dégoût prononcé de la société bourgeoise et parvenue du Second Empire qui le lui rendra bien et gardera à jamais un attachement à l'héritage révolutionnaire et à la cause de l'Italie. Ce sont alors les plus belles années de sa vie, les années de jeunesse, les années de fièvre, les années de cœur. « Ma pensée, ma vie est concentrée sur ce point : plaider » écrira-t-il un jour. .

Il va plaider et ne cessera plus de plaider. Ce fils de Genoïis, va se passionner naturellement pour les événements de l'autre côté des Alpes. « Les nations qui veulent être grandes doivent, comme les héros, être élevées à l'école du malheur » ajoutera-t-il à ce propos au moment de la mort de Cavour en 1861. Pour ce républicain avant l'heure dans une plaidoirie célèbre, il dénoncera : « le 2 décembre, autour d'un prétendant, se sont groupés des hommes que la France ne connaissait pas jusque-là, qui n'avaient ni talent, ni honneur, ni rang, ni situation... un tas d'hommes perdus de dettes, et de crimes ». La suite sera un éblouissement bref et fulgurant. L'année 1869 va le voir à 31 ans acquérir la célébrité politique et la pourpre républicaine. Ce sera le célèbre discours de Belleville qui jette les fondations

du radicalisme, dominateur pendant un siècle de la vie politique française.

Le reste lui sera donné de surcroît comme disent les Ecritures qu'il pratiquait très peu. Député au Corps législatif, il refuse les compromissions du Tiers Parti d'Emile Ollivier qui finit par accepter l'Empire libéral et la cohabitation avec Napoléon III. Il réfute la machination du plébiscite constitutionnel du printemps 1870 qui accorde 82% de oui. Tout semblait alors perdu pour la République. Il fallut EMS, sa dépêche, les rodomontades des bellistes, l'erreur fatale de l'Empereur poussé par son épouse Eugénie. Le reste appartient à la légende dorée de notre enfance républicaine vécue sur les bancs de l'école : Gambetta va être l'âme, le cœur, le sursaut de la Défense Nationale face à l'envahisseur prussien. Ministre de l'Intérieur, il va galvaniser les énergies, animer la résistance face à l'ennemi, susciter toujours et partout patriotisme et République.

Mais il va être vaincu par l'Assemblée de Bordeaux qui lui préfère « la France de Monsieur Thiers » et qui chasse Garibaldi : il avait 33 ans comme Alexandre le Grand et était à son zénith. Mais l'époque ne pouvait ni le satisfaire ni se satisfaire de lui : il va lui rester 11 courtes années à vivre. Il luttera inlassablement contre les monarchistes, légitimiste ou orléaniste, les bonapartistes déclinants et les socialistes naissants. Il sera Président de la Chambre des Députés pour affirmer la République, Président du Conseil des Ministres pour confirmer la République. Mais la République ne sera pas bonne fille pour ce fils qui l'aimait tant : 74 jours seulement à la tête du gouvernement entre le 14 novembre 1881 et le 26 janvier 1882. Les républicains modérés ne l'aimaient guère, Clemenceau le jalousait et Jules Grévy, le Président de la République, s'en méfiait. Il mourut le 31 décembre 1882 des suites d'un accident domestique qui suscita bien des controverses à l'époque,

provoqua des obsèques nationales et suscita une immense émotion populaire. Mais c'est Charles de Gaulle qui lui rendit bien plus tard le plus beau des hommages : « Gambetta personnifiée devant l'Histoire le sursaut de la patrie ».

Albert KALAYDJIAN

Ed. Fayard, 2008, 27 €.

Napoléon III *L'Empereur du Peuple* **de Raphaël Dargent**

« Les hommes sont souvent injustes envers ceux qui leur ont fait le plus de bien » a un jour écrit Louis Napoléon Bonaparte, alors chef de la Maison Impériale et pas encore Empereur des Français. A contre-courant de l'historiographie convenue sur Napoléon III, la dernière biographie consacrée à l'Empereur du Peuple rétablit quelques vérités.

L'homme n'était pas un républicain convaincu, lui qui fut le premier Président de la République, élu de surcroît au suffrage universel et dès le premier tour de scrutin avec 74,2% des voix. Mais que signifiait donc la République en ce 10 décembre 1848 ? La grande espérance de l'année avait sombré peu à peu. A la révolution inespérée de février 1848, à la fougue de Lamartine, aux utopies de Blanqui avaient succédé les déceptions de la Commission Exécutive, les tergiversations de la Constituante et l'implacable répression du général Cavaignac durant les journées de juin 1848.

Le prince n'était pas non plus un grand démocrate. Sans doute méditait-il la phrase de son oncle Napoléon 1^{er} « Gouverner par un parti, c'est se mettre tôt ou tard dans sa dépendance. On ne m'y prendra pas. Je suis national ». Et il

avait très mal vécu les premiers temps de sa Présidence de la République où il était isolé au milieu de ses ministres issus de l'Assemblée législative.

Mais l'Empereur avait une vision politique sur son époque, le premier des Bonaparte à avoir marqué dans tous les domaines de la vie économique et sociale une empreinte encore présente aujourd'hui. L'historien Adrien Dansette se demandera si Louis Napoléon n'est pas « l'homme de son temps qui a le mieux prévu l'avenir et le plus mal dirigé le présent ». Tout est dit et bien écrit. Le souverain avait au premier chef l'approche populaire et une approche originale.

Il n'aimait pas la bourgeoisie et elle le lui rendait bien. Il comprenait la paysannerie et elle s'en rendait compte. Il fut le premier à s'intéresser vraiment au mouvement ouvrier, issu d'un monde rural déboussolé. Il écrivit en faveur de « l'extinction du paupérisme » mais les pauvres ne furent pas vraiment de ses amis. Il favorisa pourtant la constitution de la Première Internationale Ouvrière en permettant le voyage d'une délégation française au Congrès constitutif.

L'Empereur avait aussi jeté les bases d'une politique industrielle pour la France et il fut le premier. Il favorisa le chemin de fer et il fut encore le premier. Il eut la prescience du Canal de Suez et il fut un précurseur. Il encouragea le développement d'un véritable réseau bancaire : la Société Générale et le Crédit Lyonnais naquirent sous son règne. Il fut le premier véritable Maire de Paris en permettant la naissance d'une ville moderne, ses grands boulevards, ses édifices, ses égouts, son éclairage.

Sur l'Algérie, il fut en avance sur son temps. Se proclamant roi du pays, il avait pensé un édi-

fice colonial, proche des accords Blum-Violette de 1936 qui ne furent jamais appliqués et qui auraient sans doute évité le drame algérien. Au Mexique, il s'était sans doute fourvoyé mais il avait compris avant son époque l'implacable ascension américaine. En créant un Empire latin, en se rapprochant des Sudistes, il avait simplement cherché avant l'heure à combattre l'esprit Yankee. Enfin en prenant pied en Indochine, il avait compris avec d'autres méthodes qu'un jour « l'Asie s'éveillerait ».

Mais il n'avait pas tous les moyens de sa politique. Les milieux d'affaires voulaient des profits et pas des impôts. Les bien-pensants souhaitaient aider un pape conservateur Pie IX et goûtaient peu au Paris de l'argent facile et des courtisanes. Les militaires, prisonniers de leurs guerres coloniales, ne lui donnèrent pas les meilleurs généraux de l'armée française. Et ses sujets ne voulaient pas le rétablissement de la conscription de triste mémoire.

Alors il y eut les erreurs, les mauvais choix, les entourages médiocres, l'âge qui venait et la maladie qui rôdait. Ce fut la tragique erreur de 1870, la déclaration de guerre faite d'« un cœur joyeux » comme le déclama maladroitement Emile Ollivier, son malheureux chef de gouvernement. Ce fut Sedan, pour hier et pour toujours. « Et il y eut la défaite » me dira un jour le prince Charles Napoléon, l'actuel chef de la Maison Impériale. Elle effaça tout et ce fut dommage. Anatole France aura le dernier mot : « Napoléon III fut combattu et injurié par des gens qui voulaient prendre sa place et qui n'avaient même pas comme lui, au fond de l'âme, l'amour du peuple ».

Albert KALAYDJIAN

Editions Grancher, 2008, 25 €.

Les auteurs

Florence AURIACOMBE, *proviseure adjointe au lycée Henri Poincaré de Palaiseau*

Jean-Marie DAILLET, *ancien ambassadeur de France*

Charles DELAMARE, *rédacteur en chef de France Forum*

Albert KALAYDJIAN, *chargé d'études à la Fondation R. Schuman, conseiller municipal de St-Ouen*

Mikhaïl LEBEDEV, *docteur en droit et docteur en science politique de l'Université Paris I, avocat*

André LE GALL, *écrivain, ancien élève de l'ENA*

Jacques MALLET, *ancien député européen*

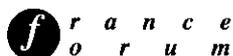
Frédéric MONLOUIS-FÉLICITÉ, *directeur des Opérations Europe, Moyen-Orient, Afrique – Consulting Services, Groupe SAP*

Max PEYRARD, *professeur émérite de Sciences de Gestion, Université Paris I Panthéon Sorbonne*

Yves POZZO di BORGIO, *sénateur de Paris*

Jean-Pierre PRÉVOST, *politologue*

Claude VIMONT, *Conseil emploi formation, ancien professeur à l'IEP de Paris*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** – Gérant : **Catherine Bruno** – Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Anne Laborde Medevielle, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost** – Maquette : **Jean Plonka** – Rédaction : 133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris - Téléphone : 01.53.59.20.60 - Fax : 01.53.59.20.59 e-mail : franceforum@orange.fr – Commission paritaire : 0113 P 86488 – Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

Face à la crise

UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE

Présentation du colloque Par Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris

SÉANCE DU MATIN

La situation catastrophique du « capitalisme spéculatif de marché » et les perspectives de la relance Obama Exposé de Max Peyrard

Les angoisses de la jeunesse Exposé de Florence Auriacombe

Interventions dans le débat :

Charles Delamare, Paul Arnaud, Albert Kalaydjian, M. Hieaux,
Jean-Paul Rigambert, François Deleuze

Les jeunes actifs face à la crise Exposé de Frédéric Monlouis-Félicité

Chômage structurel ou conjoncturel ? Exposé de Claude Vimont

Interventions dans le débat :

Charles Delamare, Claude Blain, Jacques Mallet, Henri Catherin, Albert Kalaydjian,
Jean-Paul Rigambert, Maurice Blin

Dossiers et études

A l'aube d'une société internationale universelle par Mikhaïl Lebedev

Cinquante ans après

Du Nationalisme à l'Humanisme par Etienne Borne

Sommaire détaillé page 3